

**C-38**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-38**

An Act to amend the Royal Canadian Mounted Police Act and  
to make consequential amendments to other Acts

---

FIRST READING, JUNE 14, 2010

---

MINISTER OF PUBLIC SAFETY

**C-38**

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**PROJET DE LOI C-38**

Loi modifiant la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada et  
modifiant certaines lois en conséquence

---

PREMIÈRE LECTURE LE 14 JUIN 2010

---

MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled “*An Act to amend the Royal Canadian Mounted Police Act and to make consequential amendments to other Acts*”.

## SUMMARY

This enactment amends the *Royal Canadian Mounted Police Act* to establish a new civilian review body to replace the existing Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission, to improve the current complaints system and to establish certain requirements with respect to the investigation of serious incidents involving the conduct of individual members and others.

The Royal Canadian Mounted Police Review and Complaints Commission, consisting only of members who are civilians, has additional powers to review and report on the activities of the Force and to investigate the conduct of individual members and others appointed under Part I. The Commission may conduct a review of specified activities of the Force and report to the Minister on the Force's compliance with applicable Acts, regulations, ministerial directives, policies and procedures. The Commission may also review and report on the activities of the Force in any province or territory that has entered into an arrangement with the Minister for the provision of policing services. The Commission has, for the purpose of conducting those reviews and for conducting investigations and hearings into individual conduct, a new right of access to all information, other than cabinet confidences, that is under the control of the Force or in its possession.

The current complaints system, which provides for complaints from the public as well as those initiated by the Chair of the Commission, has been improved by increasing the powers of the Commission and the involvement of individual complainants in the process. In addition to the new right of access to information, the Commission has the same powers as a superior court of record to compel and enforce the production of oral and written evidence relating to a complaint. The involvement of complainants is increased by permitting representations regarding the impact of the misconduct to be made and by providing the complainant with a right to receive regular updates on the progress of any investigation.

A new Part is added to the Act to establish certain requirements relating to serious incidents involving the conduct of individual members and others. If a provincial authority designates a special investigative unit or independent police force to investigate such a serious incident, the Force is required to refer its investigation of the incident to that investigative body or police force. The Force will only investigate a serious incident if no such designation is made and the Force, after reasonable efforts, is unable to identify an investigative body or another police force to investigate. Observers may be appointed to review and report on the impartiality of an investigation of a serious incident by the Force or another police force.

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:  
<http://www.parl.gc.ca>

## RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «*Loi modifiant la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada et modifiant certaines lois en conséquence*».

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* en remplaçant la Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada par une nouvelle entité d'examen civil, afin d'améliorer le régime des plaintes et d'établir des exigences relativement aux enquêtes sur les incidents graves mettant en cause des membres et d'autres personnes.

La Commission d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada, dont les membres sont tous des civils, détient des pouvoirs supplémentaires lui permettant d'effectuer l'examen des activités de la Gendarmerie et d'en faire rapport ainsi que d'enquêter sur la conduite de membres et d'autres personnes nommées en vertu de la partie I. Elle peut examiner des activités précises exercées par la Gendarmerie pour déterminer si celle-ci se conforme aux lois, aux règlements, aux directives données par le ministre ainsi qu'aux politiques et procédures régissant ses opérations et en faire rapport au ministre. Elle peut aussi examiner les activités de la Gendarmerie dans les provinces et territoires avec lesquels le ministre a conclu des arrangements pour l'utilisation des services policiers. Elle dispose, pour les examens et les enquêtes et audiences relatifs à la conduite d'un membre, d'un nouveau droit d'accès à tous les renseignements qui relèvent de la Gendarmerie ou qui sont en sa possession, sauf les renseignements confidentiels du cabinet.

Le présent régime, qui traite les plaintes du public ainsi que celles portées par le président de la Commission, a été amélioré grâce à l'élargissement des pouvoirs de la Commission et à l'occasion offerte aux plaignants de participer davantage au processus. Outre son nouveau droit d'accès aux renseignements, la Commission est maintenant dotée des mêmes pouvoirs qu'une cour supérieure d'archives pour contraindre des témoins à déposer verbalement ou par écrit relativement à la plainte. La participation des plaignants est accrue grâce à la possibilité qui leur est donnée de présenter des observations quant aux conséquences de la conduite faisant l'objet de leur plainte et au droit qui leur est accordé de recevoir des comptes rendus réguliers sur l'état d'avancement de toute enquête.

Une nouvelle partie est ajoutée à la loi pour établir certaines exigences concernant les incidents graves mettant en cause la conduite d'un membre et d'autres personnes. Lorsqu'une autorité provinciale nomme un organisme d'enquête indépendant ou une force de police indépendante pour enquêter sur un tel incident, la Gendarmerie est tenue de renvoyer l'enquête à cet organisme ou à cette force de police. La Gendarmerie enquête sur les incidents graves seulement si aucun organisme d'enquête ou force de police n'est nommé et si, après avoir pris des mesures raisonnables, elle est incapable de retenir un autre

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :  
<http://www.parl.gc.ca>

Finally, the enactment makes consequential amendments to other Acts.

organisme d'enquête ou force de police pour le faire. Un observateur peut être nommé et chargé de vérifier si l'enquête de la Gendarmerie ou d'une autre force de police se déroule avec impartialité et en faire rapport.

Enfin, le texte modifie d'autres lois.



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-38

## PROJET DE LOI C-38

An Act to amend the Royal Canadian Mounted Police Act and to make consequential amendments to other Acts

Loi modifiant la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada et modifiant certaines lois en conséquence

Preamble

Whereas Canadians should have confidence in their national police force;

Whereas civilian review is a vital tool to promote transparency and public accountability of law enforcement;

Whereas civilian review should enhance the accountability of the Royal Canadian Mounted Police to provincial governments that have entered into arrangements with the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness for the use or employment of the Royal Canadian Mounted Police;

And whereas all Canadians should have access to civilian review of the Royal Canadian Mounted Police;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

### SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Ensuring the Effective Review of RCMP Civilian Complaints Act*.

Attendu :

que la population canadienne devrait faire confiance à sa force de police nationale;

que l'examen civil est un outil indispensable afin de promouvoir l'obligation de rendre compte au public et la transparence des forces de l'ordre;

que l'examen civil devrait accroître la responsabilité de la Gendarmerie royale du Canada envers les gouvernements des provinces avec lesquels le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile a conclu des arrangements pour l'utilisation de la Gendarmerie, ou d'un élément de celle-ci;

que l'examen civil de la Gendarmerie royale du Canada devrait être accessible à tous les Canadiens et Canadiennes,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

### TITRE ABRÉGÉ

Préambule

Titre abrégé

1. *Loi assurant l'efficacité de l'examen des plaintes civiles relatives à la GRC.*

R.S., c. R-10	<b>ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE ACT</b>	<b>LOI SUR LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA</b>	L.R., ch. R-10
R.S., c. 8 (2nd Supp.), s. 1	<b>2. (1) The definitions “Commission Chairman” and “Committee Chairman” in subsection 2(1) of the English version of the <i>Royal Canadian Mounted Police Act</i> are repealed.</b>	<b>2. (1) Les définitions de « Commission Chairman » et « Committee Chairman », au paragraphe 2(1) de la version anglaise de la <i>Loi sur la Gendarmerie royale du Canada</i>, 5 sont abrogées.</b>	L.R., ch. 8 (2 <sup>e</sup> suppl.), art. 1
R.S., c. 8 (2nd Supp.), s. 1	<b>(2) The definition “Commission” in subsection 2(1) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>(2) La définition de « Commission », au paragraphe 2(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :</b>	L.R., ch. 8 (2 <sup>e</sup> suppl.), art. 1
“Commission” « Commission »	“Commission” means the Royal Canadian Mounted Police Review and Complaints Commission established by <u>subsection 45.29(1)</u> ;	« Commission » La Commission d’examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada constituée <u>au titre du paragraphe 45.29(1)</u> .	« Commission » “Commission”
	<b>(3) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:</b>	<b>(3) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :</b>	15
“proceedings” « procédure »	“proceedings”, in relation to the Commission, 15 means any investigation or hearing conducted by the Commission with respect to a complaint made under Part VII.	« procédure » S’entend, relativement à la Commission, de toute enquête ou audience de celle-ci à l’égard d’une plainte déposée au titre de la partie VII.	« procédure » “proceedings”
R.S., c. 8 (2nd Supp.), s. 2(2)	<b>3. Subsection 5(2) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>3. Le paragraphe 5(2) de la même loi est 20 remplacé par ce qui suit :</b>	L.R., ch. 8 (2 <sup>e</sup> suppl.), par. 2(2)
Delegation	(2) The Commissioner may delegate to any member any of the Commissioner’s powers, duties or functions under this Act, except the power to delegate under this subsection, the power to make rules under this Act and the 25 powers, duties or functions under section 32 (in relation to any type of grievance prescribed under subsection 33(4)), subsections 42(4) and 43(1), section 45.16, subsection 45.19(5), section 45.26 and <u>subsections 45.38(4) and 45.39(10)</u> .	(2) Le commissaire peut déléguer à tout membre les pouvoirs ou fonctions que lui attribue la présente loi, à l’exception du pouvoir de délégation que lui accorde le présent 25 paragraphe, du pouvoir que lui accorde la présente loi d’établir des règles et des pouvoirs et fonctions visés à l’article 32 (relativement à toute catégorie de griefs visée dans un règlement pris en application du paragraphe 33(4)), 30 aux paragraphes 42(4) et 43(1), à l’article 45.16, au paragraphe 45.19(5), à l’article 45.26 <u>et aux paragraphes 45.38(4) et 45.39(10)</u> .	Délégation
	<b>4. (1) Section 24.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):</b>	<b>4. (1) L’article 24.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe 35 (1), de ce qui suit :</b>	
Clarification	(1.1) For greater certainty, the power to appoint under subsection (1) includes the power 35 to appoint all or any of the members of the Commission.	(1.1) Il est entendu que le pouvoir visé au paragraphe (1) inclut le pouvoir de nommer les membres de la Commission.	Précision
R.S., c. 8 (2nd Supp.), s. 15	<b>(2) Paragraph 24.1(6)(b) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>(2) L’alinéa 24.1(6)(b) de la même loi est 40 remplacé par ce qui suit :</b>	L.R., ch. 8 (2 <sup>e</sup> suppl.), art. 15

R.S., c. 8  
(2nd Supp.),  
s. 15

(b) any answer or statement made in response to a question described in subsection 35(8), 40(2), 45.1(11), 45.22(8) or 45.63(2);

**(3) Paragraph 24.1(6)(d) of the Act is replaced by the following:**

(d) any answer or statement made in the course of attempting to dispose of a complaint under section 45.54.

**5. The Act is amended by adding the following after section 42:**

**42.1** When representations have been received under subsection 45.55(3), the person who made them shall, as soon as possible after the expiry of the time within which an appeal may be taken or after an appeal is disposed of, be notified of the decision and of what disciplinary action, if any, will be taken against the member.

**6. The Act is amended by adding the following after section 45.16:**

**45.161** When representations have been received under subsection 45.55(3), the person who made them shall, as soon as possible after the expiry of the time within which an appeal may be taken or after an appeal is disposed of, be notified of the decision and of what disciplinary action, if any, will be taken against the member.

**7. Parts VI and VII of the Act are replaced by the following:**

PART VI

ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE  
REVIEW AND COMPLAINTS  
COMMISSION

ESTABLISHMENT AND ORGANIZATION

**45.29** (1) The Royal Canadian Mounted Police Review and Complaints Commission is established consisting of a Chair and not more than four other members, one of whom may be a Vice-chair, appointed by the Governor in Council.

Representations

Representations

R.S., c. 8  
(2nd Supp.),  
s. 16; 1996,  
c. 15, ss. 22 and  
23; 2003, c. 22,  
s. 217(E)

Establishment

b) les réponses ou déclarations faites à la suite des questions visées aux paragraphes 35(8), 40(2), 45.1(11), 45.22(8) ou 45.63(2);

**(3) L'alinéa 24.1(6)(d) de la même loi est 5 remplacé par ce qui suit :**

d) les réponses ou déclarations faites dans le cadre d'une tentative de règlement à l'amiable faite en vertu de l'article 45.54.

**5. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 42, de ce qui suit :**

**42.1** Lorsque des observations sont reçues au titre du paragraphe 45.55(3), la personne qui les a présentées est avisée, le plus tôt possible après l'expiration du délai d'appel ou une fois la décision prise à l'égard de l'appel, de la décision et de toute mesure imposée ou prise à l'égard du membre.

**6. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 45.16, de ce qui suit :**

**45.161** Lorsque des observations sont reçues au titre du paragraphe 45.55(3), la personne qui les a présentées est avisée, le plus tôt possible après l'expiration du délai d'appel ou une fois la décision prise à l'égard de l'appel, de la décision et de toute mesure imposée ou prise à l'égard du membre.

**7. Les parties VI et VII de la même loi sont 30 remplacées par ce qui suit :**

PARTIE VI

COMMISSION D'EXAMEN ET DE  
TRAITEMENT DES PLAINTES RELATIVES  
À LA GENDARMERIE ROYALE DU  
CANADA

CONSTITUTION ET ORGANISATION

**45.29** (1) Est constituée la Commission d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada, composée d'un président et d'au plus quatre autres membres, dont l'un pouvant être un vice-président, nommés par le gouverneur en conseil.

L.R., ch. 8  
(2<sup>e</sup> suppl.),  
art. 15

Observations

Observations

L.R., ch. 8  
(2<sup>e</sup> suppl.),  
art. 16; 1996,  
ch. 15, art. 22 et  
23; 2003, ch. 22,  
art. 217(A)

Constitution

Ineligibility	(2) No person may be a member of the Commission if that person (a) is a member, or was formerly a member, of the Force; or (b) is not a Canadian citizen or a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> .	(2) Est inadmissible à titre de membre de la Commission quiconque : a) est ou a déjà été un membre de la Gendarmerie; b) n'est ni citoyen canadien, ni résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> .	Inadmissibilité
Appointment consideration	(3) The Governor in Council shall, before appointing a person as a member of the Commission, consider the need for regional representation in the membership of the Commission.	(3) Le gouverneur en conseil, avant de nommer une personne membre de la Commission, tient compte de la nécessité d'assurer la représentation des régions.	Considération avant la nomination
Reappointment	(4) A member of the Commission is eligible for reappointment on the expiry of that member's term of office.	(4) Les membres de la Commission peuvent recevoir un nouveau mandat.	Nouveau mandat
Full- or part-time	<b>45.3</b> (1) The Chair is a full-time member of the Commission. The other members may be appointed as full-time or part-time members of the Commission.	<b>45.3</b> (1) Le président est membre à temps plein de la Commission; les autres peuvent être nommés membres à temps plein ou à temps partiel.	Temps plein ou temps partiel
Tenure	(2) Each member of the Commission holds office during good behaviour for a term not exceeding five years but may be removed for cause at any time by the Governor in Council.	(2) Les membres de la Commission occupent leur charge à titre inamovible pour un mandat d'au plus cinq ans, sous réserve de révocation par le gouverneur en conseil pour motif valable.	Mandat
Travel, living and other expenses	(3) Members of the Commission are entitled to be reimbursed, in accordance with Treasury Board directives, for the travel, living and other expenses incurred in connection with their work for the Commission while absent, in the case of full-time members, from their ordinary place of work or, in the case of part-time members, from their ordinary place of residence.	(3) Ils sont indemnisés des frais, notamment des frais de déplacement et de séjour, engagés dans le cadre de l'exercice de leurs attributions hors de leur lieu habituel, soit de travail, s'ils sont à temps plein, soit de résidence, s'ils sont à temps partiel, conformément aux directives du Conseil du Trésor.	Indemnités
Benefits of full-time members	(4) The full-time members of the Commission are deemed to be employed in the public service for the purposes of the <i>Public Service Superannuation Act</i> and to be employed in the federal public administration for the purposes of the <i>Government Employees Compensation Act</i> and any regulations made under section 9 of the <i>Aeronautics Act</i> .	(4) Les membres à temps plein de la Commission sont réputés faire partie de la fonction publique pour l'application de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> et de l'administration publique fédérale pour l'application de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> et des règlements pris en vertu de l'article 9 de la <i>Loi sur l'aéronautique</i> .	Bénéfices des membres à temps plein
Chair	<b>45.31</b> (1) The Chair is the chief executive officer of the Commission and has supervision over and direction of the work and staff of the Commission.	<b>45.31</b> (1) Le président de la Commission en est le premier dirigeant et en assure la direction et contrôle la gestion de son personnel.	Président de la Commission

Delegation	<p>(2) The Chair may delegate to the Vice-chair or, if no Vice-chair has been appointed, any other member of the Commission any of the Chair's powers, duties or functions under this Act, except the power to delegate under this subsection and the powers, duties and functions under subsections 45.38(4), 45.39(10), 45.45(2) and 45.85(3).</p>	<p>(2) Il peut déléguer au vice-président, et lorsque celui-ci n'a pas été nommé, à tout autre membre de la Commission, les pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi, à l'exception du pouvoir de délégation que lui accorde le présent paragraphe et des pouvoirs et fonctions visés aux paragraphes 45.38(4), 45.39(10), 45.45(2) et 45.85(3).</p>	Délégation
Absence or incapacity	<p>(3) In the event of the absence or incapacity of the Chair or if the office of Chair is vacant, the Minister may authorize the Vice-chair, if one has been appointed, to exercise the powers and perform the duties and functions of the Chair.</p>	<p>(3) En cas d'absence ou d'empêchement du président de la Commission ou de vacance de son poste, le ministre peut autoriser le vice-président à le remplacer, si cette charge est occupée.</p>	Absence ou empêchement
Head office	<p><b>45.32</b> (1) The head office of the Commission shall be in Ottawa.</p>	<p><b>45.32</b> (1) Le siège de la Commission est fixé dans la ville d'Ottawa.</p>	Siège
Regional offices	<p>(2) The Commission may establish an office in any region of Canada.</p>	<p>(2) La Commission peut établir des bureaux dans toute région du Canada.</p>	Bureaux
Staff	<p>(3) The officers and employees that are necessary for the proper conduct of the work of the Commission shall be appointed in accordance with the <i>Public Service Employment Act</i>.</p>	<p>(3) Le personnel nécessaire à l'exécution des travaux de la Commission est nommé conformément à la <i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i>.</p>	Personnel
Technical assistance	<p>(4) The Commission may                  (a) engage, on a temporary basis, the services of persons having technical or specialized knowledge of any matter relating to the work of the Commission to advise and assist the Commission in the carrying out of its powers, duties and functions under this Act; and                  (b) fix and pay, with the approval of the Treasury Board, the remuneration and expenses of persons engaged under paragraph (a).</p>	<p>(4) La Commission peut :                  a) engager, à titre temporaire, des experts compétents dans des domaines relevant de son champ d'activité pour l'assister dans l'exercice des pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi;                  b) fixer et payer, avec l'approbation du Conseil du Trésor, leur rémunération et leurs frais.</p>	Assistance d'un expert
<p><b>8. The Act is amended by adding the following after section 45.32:</b></p>			
<p>POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS</p>		<p>POUVOIRS ET FONCTIONS</p>	
Powers, duties and functions of the Commission	<p><b>45.33</b> The Commission shall carry out the powers, duties and functions that are assigned to it by this Act.</p>	<p><b>45.33</b> La Commission exerce les pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi.</p>	Attributions de la Commission
Review and report	<p><b>45.34</b> (1) For the purpose of ensuring that the activities of the Force are carried out in accordance with this Act or the <i>Witness Protection Program Act</i>, any regulations or ministerial directions made under them or any</p>	<p><b>45.34</b> (1) Pour veiller à ce que la Gendarmerie exerce ses activités conformément à la présente loi ou à la <i>Loi sur le programme de protection des témoins</i>, leurs règlements, à toute directive donnée par le ministre en vertu de</p>	Examen et rapport

	policy, procedure or guideline relating to the operation of the Force, the Commission may, on the request of the Minister or on its own initiative, conduct a review of specified activities of the Force and provide a report to the Minister and the Commissioner on the review.	ceux-ci ou aux politiques, procédures ou lignes directrices régissant ses opérations, la Commission peut, de sa propre initiative ou à la demande du ministre, effectuer l'examen d'une activité précise et en fournir un rapport au ministre et au commissaire.	
Conditions	(2) In order to conduct a review on its own initiative, the Commission shall be satisfied that  (a) sufficient resources exist for conducting the review and the handling of complaints under Part VII will not be compromised; and  (b) no other review or inquiry has been undertaken on substantially the same issue by a federal or provincial entity with a mandate similar to that of the Commission.	(2) Afin d'effectuer un examen de sa propre initiative, la Commission doit être convaincue :  a) qu'elle dispose des ressources nécessaires pour effectuer l'examen et que le traitement des plaintes en application de la partie VII n'en sera pas compromis;  b) qu'aucun autre examen ou enquête n'a été entrepris sur une question similaire par une entité fédérale ou provinciale dont le mandat est similaire au sien.	Exigences
Notice	(3) Before conducting a review on its own initiative, the Commission shall give a notice to the Minister indicating that the Commission is satisfied that the conditions referred to in subsection (2) have been met and setting out the rationale for conducting the review.	(3) Avant d'effectuer un examen de sa propre initiative, la Commission est tenue de transmettre un avis au ministre indiquant qu'elle estime s'être acquittée des exigences prévues au paragraphe (2) et donnant les motifs à l'appui de l'examen.	Avis
Policies, procedures and guidelines	(4) The Commission shall include in a report prepared under subsection (1) any conclusions and recommendations that it sees fit regarding the adequacy, appropriateness, sufficiency or clarity of any policy, procedure or guideline relating to the operation of the Force.	(4) La Commission inclut dans son rapport les conclusions et les recommandations qu'elle estime indiquées quant au bien-fondé, à la pertinence, à l'adéquation ou à la clarté de toute politique, procédure ou ligne directrice régissant les opérations de la Gendarmerie.	Politiques, procédures et lignes directrices
Copy of report to provincial minister	(5) If there is an arrangement between the government of a province and the Minister under section 20, the Commission may provide a copy of the report to the provincial minister who has primary responsibility for policing in that province.	(5) Si le ministre a conclu des arrangements avec le gouvernement d'une province en vertu de l'article 20, la Commission peut fournir une copie du rapport au ministre de qui relève au premier chef l'administration des forces de police dans la province.	Copie du rapport pour le ministre provincial
Review for province	<b>45.35</b> (1) If there is an arrangement between the government of a province and the Minister under section 20, the provincial minister who has primary responsibility for policing in that province may ask the Minister to request that the Commission conduct a review of specified activities of the Force in that province.	<b>45.35</b> (1) Si le ministre a conclu des arrangements avec le gouvernement d'une province en vertu de l'article 20, le ministre de qui relève au premier chef l'administration des forces de police dans la province peut demander au ministre de demander à la Commission d'effectuer un examen des activités de la Gendarmerie qu'il précise et qui sont exercées dans sa province.	Examen pour faire suite à la demande d'une province
Report	(2) If the Commission conducts a review under this section, it shall provide the Minister, the provincial minister who asked for it and the Commissioner with a report on the review. The	(2) Lorsqu'elle effectue un examen sous le régime du présent article, la Commission fournit un rapport au ministre et au ministre de la province qui en a fait la demande et au	Rapport

<p>Conclusions and recommendations</p>	<p>Commission may provide a copy of the report to any other provincial minister who has primary responsibility for policing in a province.</p>	<p>commissaire, et elle peut en fournir une copie à tout autre ministre de qui relève au premier chef l'administration des forces de police d'une province.</p>	<p>5 Conclusions et recommandations</p>
<p>Education and information</p>	<p>(3) The Commission shall include in its report any conclusions and recommendations that the Commission sees fit regarding</p> <p>(a) whether the activities of the Force are carried out in accordance with this Act or the <i>Witness Protection Program Act</i>, any regulations or ministerial directions made under them or any policy, procedure or guideline relating to the operation of the Force; and</p> <p>(b) the adequacy, appropriateness, sufficiency or clarity of any policy, procedure or guideline relating to the operation of the Force.</p> <p><b>45.36</b> The Commission may implement public education and information programs to make its mandate better known to the public and may conduct research and consult and cooperate with any person or entity, in or outside Canada, in matters relating to its mandate.</p>	<p>(3) La Commission inclut dans son rapport les conclusions et les recommandations qu'elle estime indiquées relativement :</p> <p>a) à la question de savoir si les activités de la Gendarmerie sont conformes à la présente loi, à la <i>Loi sur le programme de protection des témoins</i>, à leurs règlements, à toute directive donnée par le ministre en vertu de ceux-ci ou aux politiques, procédures ou lignes directrices régissant ses opérations;</p> <p>b) au bien-fondé, à la pertinence, à l'adéquation ou à la clarté de ces politiques, procédures ou lignes directrices.</p> <p><b>45.36</b> La Commission peut mettre en oeuvre des programmes d'information et d'éducation du public visant à mieux faire connaître son mandat, effectuer des recherches et consulter des personnes ou entités, au Canada ou à l'étranger, relativement à ce mandat et agir en collaboration avec celles-ci.</p>	<p>Information et éducation</p>
<p>Right of access</p>	<p style="text-align: center;">INFORMATION PROVISIONS</p> <p><b>45.37</b> (1) Subject to sections 45.38 and 45.4, the Commission is entitled to have access to any information under the control, or in the possession, of the Force that the Commission considers is relevant to the exercise of its powers, or the performance of its duties and functions, under this Act.</p>	<p style="text-align: center;">DISPOSITIONS RELATIVES AUX RENSEIGNEMENTS</p> <p><b>45.37</b> (1) Sous réserve des articles 45.38 et 45.4, la Commission a un droit d'accès aux renseignements qui relèvent de la Gendarmerie ou qui sont en sa possession et qu'elle considère comme pertinents à l'égard de l'exercice des pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi.</p>	<p>Droit d'accès</p>
<p>Access to records</p>	<p>(2) The entitlement to access under subsection (1) includes the right to examine all or any part of a record and to be given a copy of all or any part of a record.</p>	<p>(2) La Commission exerce son droit d'accès, notamment par la consultation de tout ou partie de documents et par l'obtention de copies de tout ou partie de ceux-ci.</p>	<p>Accès aux documents</p>
<p>Identification</p>	<p>(3) If the Commissioner is of the opinion that the disclosure of any information referred to in subsection (1), other than privileged information as defined in subsection 45.38(1), to any person or entity, other than a member, officer or employee of the Commission or a person acting on its behalf, gives rise to a risk of serious harm</p>	<p>(3) Lorsqu'il est d'avis que la communication des renseignements visés au paragraphe (1) qui ne sont pas des renseignements privilégiés au sens du paragraphe 45.38(1), à toute personne ou entité autre que les membres et le personnel de la Commission ou les personnes agissant pour son compte, risquerait de causer</p>	<p>Indication des renseignements</p>

	to a person, the Commissioner shall identify the information to the Commission when providing the Commission with access to the information.	un préjudice sérieux à une personne, le commissaire indique ces renseignements à la Commission lorsqu'il lui donne accès à ceux-ci.	
Application	(4) Except as provided by any other Act of Parliament that expressly refers to it, this section applies despite any other Act of Parliament.	(4) Sous réserve d'une autre loi fédérale qui y renvoie expressément, le présent article s'applique malgré toute autre loi fédérale.	Application
Definition of "privileged information"	<p><b>45.38</b> (1) In this section and sections 45.39 to 45.46, "privileged information" means information that is subject to any type of privilege that exists and may be claimed, including</p> <p>(a) information that is protected by the privilege that exists between lawyers or notaries and their client or that is subject to informer privilege;</p> <p>(b) information that reveals or from which may be inferred the identity or location of a protectee within the meaning of the <i>Witness Protection Program Act</i> or a former protectee;</p> <p>(c) "special operational information" as defined in subsection 8(1) of the <i>Security of Information Act</i>;</p> <p>(d) information or intelligence similar in nature to information or intelligence referred to in any of paragraphs (a) to (f) of the definition "special operational information" in subsection 8(1) of the <i>Security of Information Act</i>, that is in relation to, or is received from, any police force or Interpol or other similar international police organization; and</p> <p>(e) medical information about a member or other person appointed or employed under the authority of this Act.</p>	<p><b>45.38</b> (1) Pour l'application du présent article et des articles 45.39 à 45.46, «renseignement privilégié» s'entend de tout renseignement faisant l'objet d'un privilège qui existe et qui peut être invoqué, notamment :</p> <p>a) le secret professionnel liant l'avocat ou le notaire à son client ou le privilège de l'informateur;</p> <p>b) tout renseignement qui révèle ou permettrait de découvrir l'identité d'un bénéficiaire, au sens de la <i>Loi sur le programme de protection des témoins</i>, ou d'un ancien bénéficiaire, ou le lieu où il se trouve;</p> <p>c) les «renseignements opérationnels spéciaux», au sens du paragraphe 8(1) de la <i>Loi sur la protection de l'information</i>;</p> <p>d) des éléments d'information ou des renseignements de la nature de ceux mentionnés à l'un des alinéas a) à f) de la définition de «renseignements opérationnels spéciaux», au paragraphe 8(1) de la <i>Loi sur la protection de l'information</i>, concernant toute force de police ou Interpol ou toute autre organisation policière internationale similaire ou reçus de celles-ci;</p> <p>e) des renseignements médicaux qui ont trait à un membre ou à toute autre personne nommée ou employée sous le régime de la présente loi.</p>	Renseignements privilégiés
Access to privileged information	(2) Despite any privilege that exists and may be claimed, the Commission is entitled to access to privileged information under the control, or in the possession, of the Force if that information is relevant and necessary to the matter before the Commission when it is conducting a review under section 45.34 or 45.35 or is conducting an investigation, review or hearing under Part VII.	(2) Malgré tout privilège qui existe et qui peut être invoqué, la Commission a un droit d'accès aux renseignements privilégiés qui relèvent de la Gendarmerie ou qui sont en sa possession, lorsque ces renseignements sont pertinents et nécessaires pour l'examen visé aux articles 45.34 et 45.35 ou pour une enquête, une révision ou une audience tenues sous le régime de la partie VII.	Renseignements privilégiés

Access to records	(3) The entitlement to access under subsection (2) includes the right to examine all or any part of a record and, subject to the Commissioner's approval, to be given a copy of all or any part of a record.	(3) La Commission exerce son droit d'accès, notamment par la consultation de tout ou partie des documents et, sous réserve de l'approbation du commissaire, par l'obtention de copies de tout ou partie de ceux-ci.	Accès aux documents
Memorandum of understanding	(4) The Chair and the Commissioner may enter into a memorandum of understanding setting out principles and procedures respecting access to privileged information under subsection (2) and principles and procedures to protect that information.	(4) Le président de la Commission et le commissaire peuvent conclure un protocole d'entente qui établit les principes et procédures relatifs à l'accès aux renseignements privilégiés au titre du paragraphe (2) et ceux relatifs à la protection de ces renseignements.	Protocole d'entente
Regulations	(5) The Minister may make regulations respecting procedures that govern the Commission's access to privileged information under subsection (2) and procedures to protect that information.	(5) Le ministre peut prendre des règlements concernant les procédures d'exercice du droit d'accès de la Commission aux renseignements privilégiés et les procédures de protection de ceux-ci.	Règlements
Former judge or other individual	<b>45.39</b> (1) If the Commissioner refuses access to privileged information sought by the Commission under subsection 45.38(2), the Minister shall, at the request of the Commission, appoint a former judge of a superior court of a province or the Federal Court or an individual who is a member of a prescribed category of individuals to review the information and make observations to the Commission and the Commissioner. In order to be appointed, the former judge or other individual shall obtain a security clearance from the Government of Canada and shall take the oath of secrecy referred to in paragraph 45.43(1)(a).	<b>45.39</b> (1) Lorsque le commissaire refuse à la Commission l'accès aux renseignements privilégiés demandés au titre du paragraphe 45.38(2), le ministre, à la demande de la Commission, nomme un ancien juge de la cour supérieure d'une province ou de la Cour fédérale ou un autre particulier appartenant à une catégorie prévue par règlement pour examiner ces renseignements et pour formuler des observations à l'intention de la Commission et du commissaire. L'ancien juge ou l'autre particulier est tenu d'obtenir une habilitation de sécurité délivrée par le gouvernement fédéral et de prêter le serment du secret mentionné à l'alinéa 45.43(1)a).	Ancien juge ou autre particulier
Notice of appointment	(2) The Minister shall provide notice to the Chair and the Commissioner when a former judge or other individual has been appointed in accordance with subsection (1). The Chair and the Commissioner shall make their representations to the former judge or other individual within 30 days after the notice is sent or within any longer period, not exceeding 60 days, that the former judge or other individual may permit.	(2) Lorsqu'un ancien juge ou un autre particulier est nommé au titre du paragraphe (1), le ministre en avise le président de la Commission et le commissaire. Ceux-ci bénéficient d'un délai de trente jours suivant la transmission de l'avis pour présenter leurs observations à l'ancien juge ou à l'autre particulier ou d'un délai prolongé, d'au plus soixante jours, accordé par l'un ou l'autre de ceux-ci.	Avis de nomination
Former judge or other individual to have access	(3) The former judge or other individual shall have access to privileged information for the purposes of the review.	(3) Aux fins d'examen, l'ancien juge ou l'autre particulier a accès aux renseignements privilégiés.	Droit d'accès de l'ancien juge ou de l'autre particulier

Observations	(4) The former judge or other individual shall provide his or her observations to the Chair and the Commissioner  (a) regarding the privileged nature of the information; and  (b) regarding the relevance and necessity of the information to the matter before the Commission.	5	(4) L'ancien juge ou l'autre particulier examine les renseignements et présente ses observations au président de la Commission et au commissaire :  a) quant à la nature privilégiée des renseignements;  b) quant à la pertinence et à la nécessité des renseignements relativement aux fins visées.	5	Observations
Prohibition	(5) The former judge or other individual shall not include information that reveals privileged information or from which it may be inferred in the observations provided under subsection (4).	10	(5) Lorsqu'il effectue des observations sous le régime du paragraphe (4), l'ancien juge ou l'autre particulier ne peut les effectuer d'une manière qui révèle ou permettrait de découvrir un renseignement privilégié.	10	Interdiction
Factors to consider	(6) The former judge or other individual shall, before making any observations, consider the following factors:  (a) the reasons for which the Commission is seeking access to the information; and  (b) whether the need for access can be effectively met by other means.	15  20	(6) Avant de faire ses observations, l'ancien juge ou l'autre particulier tient compte des facteurs suivants :  a) les raisons pour lesquelles la Commission demande l'accès aux renseignements;  b) la possibilité d'y avoir accès d'une autre façon.	15  20	Critères
Time limit	(7) The observations of the former judge or other individual shall be made within 30 days after the expiry of the period referred to in subsection (2) or within any longer period, not exceeding 60 days, that the Minister may permit.	25	(7) L'ancien juge ou l'autre particulier présente ses observations dans les trente jours suivant l'expiration du délai de trente jours prévu au paragraphe (2) ou dans un délai prolongé, d'au plus soixante jours, accordé par le ministre.	25	Délai
Confidentiality	(8) The observations of the former judge or other individual are confidential and shall not be disclosed by the judge or other individual, the Commission or the Force, except to the Minister.	30	(8) Les observations sont confidentielles et l'ancien juge, l'autre particulier, la Commission et la Gendarmerie ne peuvent les communiquer qu'au ministre.	30	Confidentialité
Immunity and no summons	(9) Section 45.48 applies to the former judge or other individual as if he or she were a member of the Commission.		(9) L'article 45.48 s'applique à l'ancien juge ou à l'autre particulier comme s'il était un membre de la Commission.		Immunité et non-assignation
Observations to be taken into account	(10) After receiving the observations of the former judge or other individual, the Chair shall review the original decision to seek access and the Commissioner shall review the original decision to refuse access, taking those observations into account.	35  40	(10) Suivant la réception des observations de l'ancien juge ou de l'autre particulier, le président de la Commission révisé la décision de demander l'accès et le commissaire révisé la décision de refuser de communiquer des renseignements, et ce en tenant compte de ces observations.	35  40	Considération des observations
Judicial review	(11) No application for judicial review may be made in connection with the Commission's decision to seek access to privileged information, or the Commissioner's refusal to allow		(11) Aucune demande de contrôle judiciaire relativement à la décision de la Commission d'exercer son droit d'accès ou de la décision du commissaire de refuser de communiquer des		Contrôle judiciaire

	access to privileged information, until the former judge or other individual has made his or her observations.	renseignements n'est admise avant que l'ancien juge ou l'autre particulier n'ait fait ses observations.	
Regulations	(12) The Minister may, by regulation, prescribe categories of individuals for the purposes of subsection (1).	(12) Le ministre peut, par règlement, prévoir les catégories de particuliers pour l'application du paragraphe (1).	Règlements 5
Exceptions	<b>45.4</b> (1) Despite section 45.38, the Commission shall not have access to information under the control, or in the possession, of the Force if the information reveals	<b>45.4</b> (1) Malgré l'article 45.38, la Commission n'a pas accès aux renseignements qui relèvent de la Gendarmerie ou qui sont en sa possession, si ceux-ci révèlent :	Exceptions 10
	(a) information relating to a request made by a member or other person appointed or employed under the authority of this Act for legal assistance or indemnification from Her Majesty in right of Canada;	a) des renseignements ayant trait à une demande de services juridiques ou d'indemnisation par Sa Majesté du chef du Canada faite par un membre ou toute autre personne nommée ou employée sous le régime de la présente loi;	15
	(b) communications referred to in subsection 47.1(2);	b) des communications visées au paragraphe 47.1(2);	
	(c) information that is protected by the privilege that exists between lawyers or notaries and their client and whose purpose is to provide advice to the Force with respect to its dealings with the Commission, including	c) des renseignements protégés par le privilège du secret professionnel liant l'avocat ou le notaire à son client et préparés en vue de conseiller la Gendarmerie sur ses rapports avec la Commission, notamment :	20
	(i) legal opinions relating to the way in which the Force should conduct itself in regard to the Commission, and	(i) des avis juridiques sur la façon d'agir avec la Commission,	25
	(ii) minutes of meetings held by the Force concerned with the way the Force should conduct itself in regard to the Commission; and	(ii) les procès-verbaux de réunions tenues par la Gendarmerie portant sur sa façon d'agir avec la Commission;	30
	(d) any report prepared for the purpose of informing the Commissioner of what took place at a meeting held between the Commission and the Force and containing analysis or advice.	d) tout rapport qui est établi à l'intention du commissaire sur toute réunion de la Gendarmerie et de la Commission et qui contient une analyse ou des conseils.	35
Exception — Cabinet confidences	(2) Nothing in this Part authorizes a person to disclose to the Commission a confidence of the Queen's Privy Council for Canada in respect of which subsection 39(1) of the <i>Canada Evidence Act</i> applies, and the Commission may not use the confidence if it is disclosed.	(2) La présente partie n'a pas pour effet d'autoriser la communication à la Commission des renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada visés au paragraphe 39(1) de la <i>Loi sur la preuve au Canada</i> . Si de tels renseignements lui sont communiqués, la Commission ne peut les utiliser.	Restriction — renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine 35 40

Use of privileged information	<p><b>45.41</b> If the Commission receives access to privileged information in respect of a matter under subsection 45.38(2), the Commission may use that information only in respect of that matter.</p>	<p><b>45.41</b> Lorsqu'elle a obtenu des renseignements privilégiés pour l'une des fins visées au paragraphe 45.38(2), la Commission ne peut les utiliser à d'autres fins.</p>	Renseignements privilégiés
Protection of information	<p><b>45.42</b> (1) The Commission may, by regulation, establish measures to protect the information under its control or in its possession.</p>	<p><b>45.42</b> (1) La Commission peut, par règlement, établir des mesures afin de protéger les renseignements qui relèvent d'elle ou qui sont en sa possession.</p>	5 Protection des renseignements
Duty to comply with regulations	<p>(2) Every member, employee and officer of the Commission and every person acting on its behalf shall comply with the regulations made under subsections (1) and (4).</p>	<p>(2) Les membres et le personnel de la Commission et toute autre personne agissant pour son compte sont tenus de respecter les règlements pris en vertu des paragraphes (1) et (4).</p>	Obligation de respecter les règlements
Consultation and approval	<p>(3) If the Commission obtains access to information referred to in subsection 45.37(3) or to privileged information from the Force, every member, officer or employee of the Commission and every other person acting on its behalf shall, before distributing a report or other document and for the purpose of ensuring that the report or other document does not contain that information, consult with and obtain the approval of the Commissioner.</p>	<p>(3) Lorsque la Commission obtient l'accès à des renseignements visés au paragraphe 45.37(3) ou à des renseignements privilégiés de la Gendarmerie et prépare un document ou un rapport, tout membre de la Commission ou de son personnel et toute autre personne agissant pour son compte, avant de distribuer tout document ou rapport et pour s'assurer que celui-ci ne contient pas ces renseignements, est tenu de consulter le commissaire et d'obtenir son approbation.</p>	Consultation avec la Gendarmerie
Regulations	<p>(4) The Minister may make regulations respecting measures to protect any information under the control, or in the possession, of the Commission.</p>	<p>(4) Le ministre peut prendre des règlements concernant les mesures de protection de tout renseignement qui relève de la Commission ou qu'elle a en sa possession.</p>	Règlement
Conflict or inconsistency	<p>(5) In the event of a conflict or inconsistency between the regulations made under subsections (1) and (4), the regulations made under subsection (4) prevail to the extent of the conflict or inconsistency.</p>	<p>(5) En cas d'incompatibilité, les règlements pris en vertu du paragraphe (4) l'emportent sur ceux pris en vertu du paragraphe (1).</p>	Incompatibilité
Security requirements	<p><b>45.43</b> (1) Every member, employee and officer of the Commission and every other person acting on its behalf and every former judge or other individual appointed under subsection 45.39(1) shall</p>	<p><b>45.43</b> (1) Les membres et le personnel de la Commission, toute autre personne agissant pour son compte et l'ancien juge ou l'autre particulier sont tenus :</p>	Conditions de sécurité
	<p>(a) obtain and maintain the necessary security clearance from the Government of Canada and take the oath of secrecy prescribed by regulation;</p>	<p>a) d'obtenir et de conserver l'habilitation de sécurité requise délivrée par le gouvernement fédéral et de prêter le serment du secret prévu par règlement;</p>	
	<p>(b) comply with all security requirements under this Part and the <i>Security of Information Act</i>; and</p>	<p>b) de satisfaire aux exigences de sécurité prévues sous le régime de la présente partie et de la <i>Loi sur la protection de l'information</i>;</p>	

	(c) follow established procedures or practices, including any requirement found in a Treasury Board policy, guideline or directive, for the secure handling, storage, transportation and transmission of information or documents. 5	c) de respecter les règles et procédures relatives à la manipulation, à la conservation, au transport et à la transmission en toute sécurité de renseignements ou documents, notamment toute exigence énoncée dans une politique, ligne directrice ou directive du Conseil du Trésor. 5	
Regulations	(2) The Minister may, by regulation, prescribe the form of the oath of secrecy referred to in paragraph (1)(a).	(2) Le ministre peut, par règlement, prévoir la forme du serment du secret visé à l'alinéa (1)a). 10	Règlement
Safeguards — third party	<b>45.44</b> (1) The Commission shall not disclose information referred to in subsection 45.37(3) that it has received from the Force to any person or entity other than a member, employee or officer of the Commission or a person acting on its behalf unless the Commissioner advises the Commission that he or she is satisfied that  (a) the person or entity will take reasonable measures to protect that information, including measures that are equivalent to the measures required to be taken under subsections 45.42(1) and (4);  (b) the person or entity will require all of its members, employees, officers and other persons acting on its behalf to meet requirements that are equivalent to the requirements referred to in section 45.43; and  (c) the person or entity has agreed to any measures that would assist the Force to verify compliance with the obligations described in paragraphs (a) and (b), which may include agreeing to permit the Force to enter and inspect the premises of the person or entity and any information storage facilities and to provide any information or documents requested by the Force. 15 20 25 30 35	<b>45.44</b> (1) La Commission ne peut communiquer les renseignements visés au paragraphe 45.37(3) qu'elle reçoit de la Gendarmerie à toute personne ou entité autre que ses membres, son personnel ou les personnes agissant pour son compte, à moins que le commissaire ne lui indique qu'il est convaincu de ce qui suit :  a) la personne ou l'entité prendra des mesures raisonnables pour protéger les renseignements, notamment des mesures équivalentes à celles que la Commission doit prendre au titre des paragraphes 45.42(1) et (4);  b) la personne ou l'entité exigera de tous ses membres, employés, dirigeants et des autres personnes agissant pour son compte qu'ils se conforment à des exigences équivalentes à celles mentionnées à l'article 45.43;  c) la personne ou l'entité a convenu de toute mesure qui aiderait la Gendarmerie à vérifier qu'elle s'est acquittée des obligations visées aux alinéas a) et b), notamment en fournissant tout renseignement ou document demandé par la Gendarmerie et en permettant à celle-ci d'entrer et d'inspecter ses locaux et installations d'archivage d'informations. 15 20 25 30 35	Réserve
Duties on third parties	(2) Everyone who has received information referred to in subsection 45.37(3) from the Commission shall take measures to protect that information that are equivalent to the measures referred to in subsections 45.42(1) and (4). 40	(2) Toute personne qui a reçu des renseignements visés au paragraphe 45.37(3) provenant de la Commission est tenue de prendre les mesures pour protéger ceux-ci qui sont équivalentes aux mesures visées aux paragraphes 45.42(1) et (4). 40	Obligations des parties tierces
Disclosure by Commission prohibited	<b>45.45</b> (1) Except as authorized under subsection (2), no member, officer or employee of the Commission or other person acting on its behalf shall provide information to any person, 45	<b>45.45</b> (1) Sauf autorisation prévue au paragraphe (2), il est interdit à tout membre de la Commission ou de son personnel et à toute autre personne agissant pour son compte, en sachant	Interdiction : Commission

or allow any person to have access to information, knowing that the information is privileged information to which he or she had access under subsection 45.38(2) or being reckless as to whether the information is such privileged information.

Authorized disclosure

(2) Every person who is otherwise prohibited from disclosing privileged information under subsection (1) may, if authorized by the Chair, disclose that information

(a) to the Attorney General of Canada or a province if, in the opinion of the Chair, the information relates to the commission of an offence under federal or provincial law by a director, an officer or an employee of a government institution and there is evidence of such an offence and the information is required in criminal proceedings, either by indictment or on summary conviction, that have been commenced by the laying of an information or the preferring of an indictment, under an Act of Parliament;

(b) to the Minister other than in an annual report referred to in section 45.5;

(c) to the Commissioner if, in the opinion of the Chair, the information is required for the purpose of enabling the Commissioner to carry out his or her powers, duties and functions under this Act; and

(d) to a former judge or other individual for the purposes of section 45.39.

Evidence

(3) No member, officer or employee of the Commission or other person acting on its behalf may be required, in connection with any legal proceedings, to give or produce evidence relating to privileged information to which he or she had access under subsection 45.38(2).

Application

(4) Except as provided by any other Act of Parliament that expressly refers to it, this section applies despite any other Act of Parliament other than the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*.

qu'il s'agit d'un renseignement privilégié auquel il a eu accès au titre du paragraphe 45.38(2), de fournir à quiconque un tel renseignement ou de permettre à quiconque d'y avoir accès ou de ne pas se soucier de sa nature privilégiée.

(2) Sous réserve de l'approbation du président de la Commission, toute personne visée au paragraphe (1) peut communiquer des renseignements privilégiés :

a) au procureur général du Canada ou d'une province si le président de la Commission est d'avis qu'il existe des éléments de preuve à cet égard et que ces renseignements portent sur la perpétration d'une infraction prévue par une loi fédérale ou provinciale par un administrateur, un dirigeant ou un employé d'une institution fédérale, et si ceux-ci sont nécessaires pour une poursuite criminelle, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou par acte d'accusation, engagée par dépôt d'une dénonciation ou d'un acte d'accusation, en vertu d'une loi fédérale;

b) au ministre, sauf dans un rapport annuel visé à l'article 45.5;

c) au commissaire, lorsque le président de la Commission est d'avis que ces renseignements lui sont nécessaires pour l'exercice des pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi;

d) à l'ancien juge ou à l'autre particulier pour les fins visées à l'article 45.39.

(3) Nul membre de la Commission ou de son personnel et nulle autre personne agissant pour son compte ne peut être contraint, dans le cadre d'une instance judiciaire, à témoigner ou à produire quoi que ce soit relativement à un renseignement privilégié qu'il a obtenu au titre du paragraphe 45.38(2).

(4) Sous réserve de toute autre loi fédérale qui y renvoie expressément, le présent article s'applique malgré toute autre loi fédérale autre que la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et la *Loi sur l'accès à l'information*.

Exception

Communication de renseignements — procédure judiciaire

Application

Section prevails	(5) This section applies despite subsection 13(1) of the <i>Auditor General Act</i> and subsection 79.3(1) of the <i>Parliament of Canada Act</i> .	(5) Le présent article s'applique malgré le paragraphe 13(1) de la <i>Loi sur le vérificateur général</i> et le paragraphe 79.3(1) de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> .	Application prévalente
Disclosure by former judge or other individual prohibited	<b>45.46</b> A former judge or other individual appointed under subsection 45.39(1) shall not provide information to any person, or allow any person to have access to information, knowing that the information is privileged information to which he or she had access under subsection 45.39(3) or being reckless as to whether the information is such privileged information.	<b>45.46</b> Il est interdit à l'ancien juge ou à l'autre particulier, en sachant qu'il s'agit d'un renseignement privilégié auquel il a eu accès au titre du paragraphe 45.39(3), de fournir à quiconque un tel renseignement ou de permettre à quiconque d'y avoir accès ou de ne pas se soucier de sa nature privilégiée.	5 Interdiction : ancien juge ou autre particulier
Rules	<p style="text-align: center;">RULES</p> <p><b>45.47</b> (1) The Commission may make rules respecting</p> <p>(a) the sittings of the Commission;</p> <p>(b) the manner of dealing with matters and business before the Commission generally, including the practice and procedure before the Commission;</p> <p>(c) the apportionment of the work of the Commission among its members; and</p> <p>(d) the performance of the duties and functions of the Commission under this Act generally.</p>	<p style="text-align: center;">RÈGLES</p> <p><b>45.47</b> (1) La Commission peut établir des règles concernant :</p> <p>a) ses séances;</p> <p>b) de façon générale, l'expédition de ses affaires et des questions dont elle est saisie, y compris la pratique et la procédure qui lui sont applicables;</p> <p>c) la répartition de ses travaux entre ses membres;</p> <p>d) de façon générale, l'exercice des fonctions que la présente loi lui attribue.</p>	Règles
Publication of proposed rules	(2) A copy of each rule that the Commission proposes to make shall be published in the <i>Canada Gazette</i> , and a reasonable opportunity shall be given to interested persons to make representations with respect to it.	(2) Les règles proposées sont publiées dans la <i>Gazette du Canada</i> , et il est donné aux intéressés la possibilité de présenter des observations à leur sujet.	Publication préalable
Exception	(3) A proposed rule need not be published more than once, whether or not it has been amended as a result of any representations.	(3) La modification des règles proposées n'entraîne cependant pas de nouvelle publication.	Modification
Limitation	(4) Subsection (2) does not apply to a proposed rule that, when made, would be a regulation within the meaning of the <i>Statutory Instruments Act</i> .	(4) Le paragraphe (2) ne s'applique pas à une règle proposée qui, une fois établie, serait un règlement au sens de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> .	Limite
Protection	<p style="text-align: center;">IMMUNITY</p> <p><b>45.48</b> (1) No criminal or civil proceedings lie against the members, officers or employees of the Commission, or any person acting on behalf or under the direction of the Commission, for anything done, reported or said in good faith in the exercise or purported exercise of any</p>	<p style="text-align: center;">IMMUNITÉ</p> <p><b>45.48</b> (1) Les membres et le personnel de la Commission et les personnes agissant pour le compte ou sous la direction de celle-ci bénéficient de l'immunité en matière civile et pénale pour les actes, les rapports ou comptes rendus et les paroles qui leur sont attribuables de bonne</p>	Immunité

	<p>power, or the performance or purported performance of any duty or function, of the Commission under this Act.</p>	<p>foi dans l'exercice effectif ou censé tel des pouvoirs et fonctions conférés à la Commission en vertu de la présente loi.</p>	
<p>No summons</p>	<p>(2) A member, officer or employee of the Commission, or any person acting on behalf or under the direction of the Commission, is not a compellable witness, in respect of any matter coming to the knowledge of the Commission or that person as a result of exercising a power or performing a duty or function of the Commission, in any proceeding other than a prosecution for an offence under this Act, a prosecution for an offence under the <i>Security of Information Act</i> or a prosecution for an offence under section 131 or 136 of the <i>Criminal Code</i>.</p>	<p>(2) En ce qui concerne les questions portées à leur connaissance ou à celle de la Commission dans l'exercice des pouvoirs et fonctions de celle-ci, les membres et le personnel de la Commission et les personnes agissant pour leur compte ou sous la direction de la Commission ne peuvent être contraints à témoigner que dans le cadre des poursuites intentées pour une infraction à la présente loi ou à la <i>Loi sur la protection de l'information</i> ou dans celles intentées sur le fondement des articles 131 ou 136 du <i>Code criminel</i>.</p>	<p>Non-assignation</p>
	<p style="text-align: center;">REPORTING</p>	<p style="text-align: center;">RAPPORTS</p>	
<p>Special reports</p>	<p><b>45.49</b> (1) The Commission may, on the request of the Minister or on its own initiative, provide the Minister with a special report concerning any matter that relates to its powers, duties and functions under this Act.</p>	<p><b>45.49</b> (1) La Commission peut, de sa propre initiative ou à la demande du ministre, présenter à celui-ci un rapport spécial sur toute question relevant des pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi.</p>	<p>Rapports spéciaux</p>
<p>Exemption</p>	<p>(2) When the Commission provides a report to the Minister under subsection (1), the Commission is not subject to section 45.41 or subsection 45.42(3).</p>	<p>(2) Lorsqu'elle fournit un rapport au ministre au titre du paragraphe (1), la Commission n'est pas assujettie à l'article 45.41 ni au paragraphe 45.42(3).</p>	<p>Exemption</p>
<p>Annual report</p>	<p><b>45.5</b> (1) The Chair shall, within three months after the end of each fiscal year, submit to the Minister a report of the activities of the Commission during that year and its recommendations, if any. The Minister shall cause a copy of the report to be tabled in each House of Parliament within the first 15 days that it is sitting after the day the Minister receives it.</p>	<p><b>45.5</b> (1) Le président de la Commission présente au ministre, dans les trois premiers mois suivant la fin de chaque exercice, le rapport d'activité de la Commission pour cet exercice et y joint ses recommandations, le cas échéant. Le ministre fait déposer une copie du rapport devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.</p>	<p>Rapport annuel</p>
<p>Annual report—provinces</p>	<p>(2) The Commission shall, for each fiscal year and in respect of each province the government of which has entered into an arrangement with the Minister under section 20, submit to the provincial minister who has primary responsibility for policing in that province a report setting out the number and nature of complaints relating to conduct that occurred in that province and how those complaints were disposed of and identifying trends, if any, in that province. The Commission shall submit a copy of that report to the Minister and the Commissioner.</p>	<p>(2) La Commission présente à chaque ministre de qui relève au premier chef l'administration des forces de police d'une province dont le gouvernement a conclu des arrangements avec le ministre en vertu de l'article 20, un rapport indiquant, pour la province et pour chaque exercice, le nombre et le sujet des plaintes sur toute conduite survenue dans celle-ci, la manière dont les plaintes ont été traitées et toute tendance qui se dégage. La Commission présente une copie de ce rapport au ministre et au commissaire.</p>	<p>Rapport annuel—provinces</p>

	PART VII INVESTIGATION, REVIEW AND HEARING OF COMPLAINTS COMPLAINTS BY PUBLIC	PARTIE VII ENQUÊTES, RÉVISIONS ET AUDIENCES RELATIVES AUX PLAINTES PLAINTES DU PUBLIC	
Complaints by public	<b>45.51</b> (1) Any individual may make a complaint concerning the conduct, in the performance of any duty or function under this Act or the <i>Witness Protection Program Act</i> , of any person who, at the time that the conduct is alleged to have occurred, was a member or other person appointed or employed under Part I.	<b>45.51</b> (1) Tout particulier peut déposer une plainte concernant la conduite, dans l'exercice des fonctions prévues par la présente loi ou la <i>Loi sur le programme de protection des témoins</i> , de toute personne qui, au moment de la conduite alléguée, était un membre ou une autre personne nommée ou employée sous le régime de la partie I.	Plaintes
Discretion of Commission	(2) The Commission may, in its discretion, refuse to deal with a complaint if the complaint (a) is one that could more appropriately be dealt with, initially or completely, according to a procedure provided for under this Act or any other Act of Parliament; (b) is trivial, frivolous, vexatious or made in bad faith; or (c) is from an individual who (i) is not an individual at whom the conduct was directed, (ii) is not the guardian, tutor, curator, mandatary in case of incapacity or any other person authorized to act on behalf of the individual at whom the conduct was directed, (iii) did not see or hear the conduct or its effects as a result of not being physically present at the time and place that the conduct or its effects occurred, (iv) has not been given written permission to make the complaint from the individual at whom the conduct was directed, or (v) has not suffered loss, damage, distress, danger or inconvenience as a result of the conduct.	(2) La Commission peut, à son appréciation, refuser d'examiner toute plainte dans les cas suivants : a) lorsqu'il est préférable de recourir, au moins initialement, à une procédure prévue sous le régime de la présente loi ou d'une autre loi fédérale; b) lorsque la plainte est futile ou vexatoire ou a été portée de mauvaise foi; c) lorsqu'elle est déposée par un particulier qui : (i) n'est pas visé par la conduite du membre, (ii) n'est pas le tuteur, curateur, mandataire en cas d'incapacité ou toute autre personne autorisée à agir pour le compte du particulier visé par cette conduite, (iii) n'a ni vu ni entendu la conduite ou ses effets parce qu'il n'était pas présent au moment et au lieu où la conduite ou ses effets sont survenus, (iv) n'a pas obtenu le consentement écrit lui permettant de déposer une plainte de la part du particulier visé par cette conduite, (v) n'a subi aucun préjudice du fait de cette conduite.	Pouvoir discrétionnaire de la Commission
Time limit	(3) The complaint shall be made within one year after the time that the conduct is alleged to have occurred or any longer period permitted under subsection (4).	(3) La plainte est déposée dans l'année suivant la survenance de la conduite alléguée ou dans le délai prolongé en vertu du paragraphe (4).	Délai

Extension of time limit	(4) The Commission may extend the time limit for making a complaint if the Commission is of the opinion that there are good reasons for doing so and that it is not contrary to the public interest.	(4) La Commission peut prolonger le délai de dépôt si elle est d'avis que la prolongation est motivée et ne va pas à l'encontre de l'intérêt public.	Prolongation du délai
Reception of complaint	(5) A complaint shall be made to (a) the Commission; (b) any member or other person appointed or employed under Part I; or (c) the provincial authority that is responsible for the receipt of complaints by the public against police in the province in which the subject matter of the complaint arose.	(5) La plainte est déposée auprès : a) de la Commission; b) d'un membre ou de toute autre personne nommée ou employée sous le régime de la partie I; c) de l'autorité provinciale habilitée à recevoir des plaintes du public contre une force de police dans la province d'origine du sujet de la plainte.	5 Dépôt de la plainte
Assistance	(6) The Commission shall, on the request of an individual who wishes to make a complaint, arrange for the provision of assistance to that individual in making the complaint.	(6) La Commission prend des mesures pour fournir de l'aide, sur demande, au particulier qui veut déposer une plainte.	Assistance
Acknowledgement and notification	(7) As soon as possible after a person or entity referred to in subsection (5) receives a complaint, the person or entity shall acknowledge the complaint in writing to the complainant and shall provide written notice of the complaint to the Commissioner and to the entities referred to in paragraphs (5)(a) and (c).	(7) Dès que possible après la réception de la plainte, l'entité ou la personne visée au paragraphe (5) en accuse réception par écrit au plaignant et en avise par écrit le commissaire et 20 les entités visées aux alinéas (5)a) et c).	Avis aux autres personnes ou à l'autorité provinciale
Covert operations	(8) The Commission and the Force are authorized to acknowledge or otherwise deal with a complaint in a manner that does not reveal, or from which may not be inferred, information concerning (a) whether a place, person, agency, group, body or other entity was, is or is intended to be the object of a covert investigation, or a covert collection of information or intelligence; or (b) the identity of any person who is, has been or is intended to be engaged in a covert collection of information or intelligence.	(8) La Commission et la Gendarmerie sont autorisées à accuser réception de la plainte ou à la traiter de toute autre manière qui ne révèle pas ou qui ne permettrait pas de découvrir ce qui 25 suit : a) le fait qu'un lieu, une personne, un groupe, un organisme ou une entité a fait, fait ou fera l'objet d'une enquête secrète ou d'activités secrètes de collecte d'information 30 ou de renseignements; b) l'identité de toute personne qui a effectué, effectuée ou pourrait être appelée à effectuer de telles activités.	Activités secrètes
Notice	<b>45.52</b> As soon as possible after being notified of a complaint, the Commissioner shall notify in writing the member or other person whose conduct is the subject matter of the complaint of the substance of the complaint unless, in the Commissioner's opinion, to do so	<b>45.52</b> Dès que possible après avoir été avisé du dépôt d'une plainte, le commissaire avise par écrit le membre ou l'autre personne en cause de la teneur de la plainte, pour autant qu'il soit d'avis qu'une telle mesure ne risque pas de nuire à la tenue d'une enquête sur la question.	35 Avis

might adversely affect or hinder any investigation that is being or may be carried out in respect of the complaint.

#### WITHDRAWAL OF COMPLAINTS

#### RETRAIT DE LA PLAINTE

Withdrawal	<b>45.53</b> (1) A complainant may withdraw a complaint at any time by sending a written notice to the Commission.	<b>45.53</b> (1) Le plaignant peut, à tout moment, retirer sa plainte par avis écrit en ce sens à la Commission.	Retrait
Assistance	(2) The Commission shall, on the request of an individual who wishes to withdraw a complaint, arrange for the provision of assistance to the individual in withdrawing the complaint.	(2) La Commission prend des mesures pour fournir de l'aide, sur demande, au particulier qui veut retirer sa plainte.	Assistance
Notice of withdrawal	(3) As soon as possible after the Commission receives a notice that a complaint has been withdrawn, the Commission shall give written notice of the withdrawal to the Commissioner and the provincial authority that is responsible for the receipt of complaints by the public against police in the province in which the subject matter of the complaint arose.	(3) Dès que possible après la réception de la demande de retrait, la Commission en avise par écrit le commissaire et l'autorité provinciale habilitée à recevoir des plaintes du public contre une force de police dans la province d'origine du sujet de la plainte.	Avis de retrait
Notice to member or other person	(4) When the Commissioner receives notice under subsection (3), he or she shall notify the member or other person whose conduct is the subject matter of the complaint that the complaint has been withdrawn.	(4) Lorsqu'il reçoit l'avis mentionné au paragraphe (3), le commissaire avise par écrit le membre ou l'autre personne en cause du retrait de la plainte.	Avis au membre ou à l'autre personne en cause
Investigation or hearing into withdrawn complaint	(5) Despite the withdrawal of the complaint, the complaint may be the subject of an investigation or hearing conducted under this Part.	(5) Malgré son retrait, une plainte peut être le sujet d'une enquête ou audience effectuée en vertu de la présente partie.	Enquête ou audience à la suite du retrait
Preservation of evidence	(6) The Commissioner shall ensure the protection and preservation of any evidence relating to a withdrawn complaint.	(6) Le commissaire veille à ce que toute preuve liée à la plainte soit protégée et conservée.	Conservation de la preuve
Informal disposition	<b>45.54</b> (1) As soon as possible after being notified of a complaint, the Commissioner shall consider whether the complaint can be disposed of informally and, with the consent of the complainant and the member or other person whose conduct is the subject matter of the complaint, may attempt to dispose of it informally.	<b>45.54</b> (1) Dès que possible après la réception de l'avis de la plainte, le commissaire examine la possibilité de régler la plainte à l'amiable et, moyennant le consentement du plaignant et du membre ou de l'autre personne en cause, il peut tenter de la régler ainsi.	Règlement à l'amiable
Inadmissibility	(2) An answer or statement made in the course of attempting to dispose of a complaint informally, by the complainant or the member	(2) La réponse ou la déclaration faite, dans le cadre d'une tentative de règlement à l'amiable, par le plaignant ou le membre ou l'autre	Inadmissibilité

or other person whose conduct is the subject matter of the complaint, may be used or received against that person only in

(a) a prosecution under section 131 or 136 of the *Criminal Code*; or

(b) a civil or administrative proceeding over which Parliament has jurisdiction and in respect of an allegation that the witness gave the answer or statement knowing it to be false or intending to mislead.

(3) If a complaint is disposed of informally, the agreement of the complainant and the member or other person whose conduct is the subject matter of the complaint to the disposition shall be signified in writing. The Commission shall also be notified of the disposition.

(4) The Minister may make regulations respecting the categories of complaints that are not to be disposed of informally by the Commissioner.

REPRESENTATIONS

**45.55** (1) If a complaint is made under this Part with respect to the conduct of a member or other person that may not be disposed of informally under section 45.54, the following persons shall be given an opportunity to make representations with respect to the impact of the conduct on the person:

(a) the complainant;

(b) the guardian, tutor, curator, mandatary in case of incapacity or any other person authorized to act on behalf of the individual at whom the conduct was directed; and

(c) the individual who has written permission to make the representations from the individual at whom the conduct was directed.

(2) When the Commission receives representations, it shall notify the Force as soon as possible that the representations have been received.

(3) The Commission or the Force shall disclose the representations for the purposes of disciplinary action under this Act and may disclose any personal information that it received under subsection (1) for those purposes.

personne en cause ne peut être utilisée ni admise contre ceux-ci, sauf dans les cas suivants :

a) une poursuite intentée sur le fondement des articles 131 ou 136 du *Code criminel*;

b) une poursuite civile ou administrative relevant de la compétence du Parlement et portant sur l'allégation selon laquelle l'intéressé a fait une réponse ou une déclaration qu'il savait fausse ou dans l'intention de tromper.

(3) Tout règlement à l'amiable est consigné et approuvé par écrit par le plaignant et par le membre ou l'autre personne en cause. La Commission est avisée de ce règlement.

(4) Le ministre peut prendre des règlements concernant les catégories de plaintes qui ne peuvent être réglées à l'amiable par le commissaire.

OBSERVATIONS

**45.55** (1) Dans le cas de la plainte déposée en vertu de la présente partie qui ne peut être réglée à l'amiable au titre de l'article 45.54, les personnes ci-après ont la possibilité de présenter leurs observations relativement aux conséquences qu'elles ont pu subir à la suite de la conduite d'un membre ou d'une autre personne :

a) le plaignant;

b) le tuteur, curateur, mandataire en cas d'incapacité ou toute autre personne autorisée à agir pour le compte du particulier visé par cette conduite;

c) le particulier qui a obtenu le consentement écrit lui permettant de déposer une plainte de la part de celui visé par cette conduite.

(2) Lorsqu'elle reçoit ces observations, la Commission en avise la Gendarmerie dans les meilleurs délais.

(3) La Commission ou la Gendarmerie communique les observations pour l'application des mesures disciplinaires prévues par la

5

10

15

20

25

30

35

40

5

10

15

20

25

30

35

Agreement to informal disposition

Regulations

Right to make representations

Notice

Disclosure

Approbation du règlement à l'amiable

Règlements

Droit de présenter des observations

Avis

Communication

		présente loi et peut, à cette fin, communiquer les renseignements personnels qu'elle a obtenus en vertu du paragraphe (1).	
Regulations	(4) The Minister may make regulations respecting the making of representations under subsection (1).	(4) Le ministre peut prendre des règlements concernant la présentation des observations au titre du paragraphe (1).	Règlements 5
Records of complaints	<b>45.56</b> (1) The Commissioner and the Commission shall establish and maintain a record of all complaints they receive under this Part, including those that are disposed of informally and those that are withdrawn by the complainant.	<b>45.56</b> (1) Le commissaire et la Commission établissent et conservent un dossier pour toutes les plaintes qu'ils reçoivent en application de la présente partie, notamment pour les plaintes réglées à l'amiable et celles retirées par le plaignant.	Dossier 5
Making record available	(2) The Commissioner shall, on request, make available to the Commission any information contained in a record maintained by the Commissioner under subsection (1).	(2) Le commissaire fournit à la Commission, sur demande, tout renseignement contenu dans un tel dossier.	Renseignement 15
	CHAIR-INITIATED COMPLAINTS	PLAINTES DÉPOSÉES PAR LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION	
Complaints initiated by Chair	<b>45.57</b> (1) If the Chair is satisfied that there are reasonable grounds to investigate the conduct, in the performance of any duty or function under this Act or the <i>Witness Protection Program Act</i> , of any person who, at the time that the conduct is alleged to have occurred, was a member or other person appointed or employed under Part I, the Chair may initiate a complaint in relation to that conduct.	<b>45.57</b> (1) Le président de la Commission peut déposer une plainte s'il est fondé à croire qu'il faudrait enquêter sur la conduite, dans l'exercice de fonctions prévues par la présente loi ou la <i>Loi sur le programme de protection des témoins</i> , de toute personne qui, au moment de la conduite alléguée, était un membre ou toute autre personne nommée ou employée sous le régime de la partie I.	Plaintes déposées par le président de la Commission 15
Chair is complainant	(2) Unless the context otherwise requires, a reference in this Part to a complainant is, in relation to a complaint initiated under subsection (1), a reference to the Chair.	(2) Sauf si le contexte s'y oppose, dans la présente partie, la mention du plaignant à l'égard d'une plainte déposée en vertu du paragraphe (1) vaut mention du président de la Commission.	Président : plaignant 25
Notice to Commissioner and Minister	(3) The Chair shall notify the Minister and the Commissioner of any complaint initiated under subsection (1).	(3) Le président de la Commission avise le ministre et le commissaire des plaintes qu'il dépose en vertu du paragraphe (1).	Avis au commissaire et au ministre 30
Notice to member	(4) Immediately after being notified of a complaint under subsection (3), the Commissioner shall notify in writing the member or other person whose conduct is the subject matter of the complaint of the substance of the complaint unless, in the Commissioner's opinion, to do so might adversely affect or hinder any investigation that is being or may be carried out in respect of the complaint.	(4) Dès qu'il est avisé d'une plainte conformément au paragraphe (3), le commissaire avise par écrit le membre ou l'autre personne en cause de la teneur de la plainte, pour autant qu'il soit d'avis qu'une telle mesure ne risque pas de nuire à la tenue d'une enquête sur la question.	Avis au membre 35

	INVESTIGATION OF COMPLAINTS BY THE FORCE	ENQUÊTE SUR LES PLAINTES PAR LA GENDARMERIE	
Investigation by the Force	<b>45.58</b> (1) The Commissioner may direct the Force to investigate, in accordance with the rules made under section 45.6, any complaint made under this Part.	<b>45.58</b> (1) Le commissaire peut ordonner à la Gendarmerie d'enquêter sur toute plainte déposée au titre de la présente partie selon les règles établies en vertu de l'article 45.6.	Enquête par la Gendarmerie
Investigations in private	(2) Every investigation of a complaint by the Force shall be conducted in private.	(2) Les enquêtes de la Gendarmerie sur les plaintes sont tenues en secret.	5 Secret
Clarification	(3) The Force may not commence or continue an investigation of a complaint if the Commission has notified the Commissioner that it will investigate that complaint or institute a hearing to inquire into that complaint.	(3) La Gendarmerie ne peut tenir ou poursuivre une enquête sur une plainte lorsque la Commission l'avise qu'elle enquêtera ou convoquera elle-même une audience sur la plainte.	Enquête par la Commission 10
Right to refuse or terminate investigation	<b>45.59</b> (1) The Commissioner may direct the Force to not commence or continue an investigation of a complaint if, in the Commissioner's opinion,  (a) any of the reasons for which the Commission may refuse to deal with a complaint under paragraph 45.51(2)(a), (b) or (c) apply; or  (b) having regard to all the circumstances, it is not necessary or reasonably practicable to commence or continue an investigation of the complaint.	<b>45.59</b> (1) Le commissaire peut ordonner à la Gendarmerie de ne pas enquêter ou de cesser d'enquêter si, à son avis :  a) tout motif de refus de la Commission visé aux alinéas 45.51(2)a), b) ou c) s'applique; 15  b) compte tenu des circonstances, il n'est pas nécessaire ou raisonnablement praticable de procéder à une enquête ou de poursuivre l'enquête déjà commencée.	Plainte — droit d'intervenir et de refuser
Notice to complainant and member	(2) If the Commissioner directs the Force to not commence or continue an investigation of a complaint, the Commissioner shall give notice in writing to the complainant and the member or other person whose conduct is the subject matter of the complaint of the decision and the reasons for it and the right of the complainant to refer the complaint to the Commission for review, within 60 days after being notified of the decision, if the complainant is not satisfied with the decision.	(2) Lorsqu'il ordonne à la Gendarmerie de ne pas enquêter ou de cesser d'enquêter, le commissaire transmet par écrit au plaignant et au membre ou à l'autre personne en cause un avis motivé de la décision faisant état du droit du plaignant, en cas de désaccord, de renvoyer sa plainte devant la Commission pour révision dans les soixante jours suivant la réception de l'avis. 20	Avis au plaignant et au membre
Notice to the Commission	(3) The Commissioner shall notify the Commission of any action he or she takes under this section.	(3) Le commissaire avise la Commission lorsqu'il agit en application du présent article.	Avis à la Commission 30
Rules	<b>45.6</b> The Commissioner may make rules governing the procedures to be followed by the Force in notifying persons and in investigating, disposing of or otherwise dealing with complaints.	<b>45.6</b> Le commissaire peut établir des règles de procédure à l'intention de la Gendarmerie lorsqu'elle avise les personnes, enquête sur une plainte ou en dispose, ou, de façon générale, lorsqu'elle en traite.	Règles 35

Updates with respect to the investigation	<p><b>45.61</b> The Commissioner shall notify in writing the complainant and the member or other person whose conduct is the subject matter of the complaint of the status of the investigation to date not later than 45 days after being notified of the complaint and monthly after that during the course of the investigation unless, in the Commissioner's opinion, to do so might adversely affect or hinder any investigation that is being or may be carried out in respect of the complaint.</p>	<p><b>45.61</b> Au plus tard quarante-cinq jours après avoir été avisé d'une plainte et, par la suite, tous les mois pendant la durée de l'enquête, le commissaire avise par écrit le plaignant et le membre ou l'autre personne en cause de l'état d'avancement de l'enquête, pour autant qu'il soit d'avis qu'une telle mesure ne risque pas de nuire à la conduite de toute autre enquête sur la question.</p>	Compte rendu
Report	<p><b>45.62</b> As soon as possible after completing an investigation of a complaint, the Commissioner shall prepare and send to the complainant and the member or other person whose conduct is the subject matter of the complaint a report setting out</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) a summary of the complaint;</li> <li>(b) the findings of the investigation;</li> <li>(c) a summary of any action that has been or will be taken with respect to the resolution of the complaint; and</li> <li>(d) the right of the complainant to refer the complaint to the Commission for review, within 60 days after receiving the report, if the complainant is not satisfied with the disposition of the complaint.</li> </ul>	<p><b>45.62</b> Dès que possible après l'enquête, le commissaire prépare et transmet au plaignant et au membre ou à l'autre personne en cause un rapport qui comporte les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) un résumé de la plainte;</li> <li>b) les conclusions de l'enquête;</li> <li>c) un résumé des mesures prises ou projetées pour régler la plainte;</li> <li>d) la mention du droit qu'a le plaignant, dans les soixante jours suivant la réception du rapport, en cas de désaccord avec le règlement de la plainte, de renvoyer celle-ci devant la Commission pour révision.</li> </ul>	Rapport
Powers	<p style="text-align: center;"><b>POWERS OF THE COMMISSION IN RELATION TO COMPLAINTS</b></p> <p><b>45.63</b> (1) The Commission may, in relation to a complaint before it,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) in the same manner and to the same extent as a superior court of record, summon and enforce the attendance of witnesses before the Commission and compel them to give oral or written evidence on oath and to produce any documents and things that the Commission considers relevant for the full investigation, hearing and consideration of the complaint;</li> <li>(b) administer oaths;</li> <li>(c) receive and accept any evidence and other information, whether on oath or by affidavit or otherwise, that the Commission</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b>POUVOIRS DE LA COMMISSION RELATIVEMENT AUX PLAINTES</b></p> <p><b>45.63</b> (1) La Commission peut, relativement à la plainte dont elle est saisie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) assigner et contraindre les témoins à comparaître devant elle, à déposer verbalement ou par écrit sous la foi du serment et à produire les documents et les choses qu'elle juge pertinents pour enquêter, instruire une audience et examiner la plainte à fond, au même titre qu'une cour supérieure d'archives;</li> <li>b) faire prêter serment;</li> <li>c) recevoir des éléments de preuve ou des renseignements, fournis sous serment, sous forme d'affidavit ou par tout autre moyen qu'elle estime indiqué, indépendamment de leur admissibilité devant un tribunal;</li> </ul>	Pouvoirs

	sees fit, whether or not that evidence or information is or would be admissible in a court of law; and		<i>d</i> ) procéder à l'examen des dossiers ou registres et aux enquêtes qu'elle juge nécessaires.	
	( <i>d</i> ) make any examination of records and any inquiries that the Commission considers necessary.	5		
No excuse	(2) No person shall be excused from answering any question or producing any document or other thing, when required to do so by the Commission, on the grounds that the information or things given by the person may tend to incriminate him or her or subject him or her to any proceeding or penalty.	10	(2) Nul n'est dispensé de répondre à une question ou de produire un document ou une chose, lorsque la Commission l'exige, au motif que les renseignements ou les choses qu'il donne peuvent tendre à l'incriminer ou à l'exposer à quelque procédure ou pénalité.	Obligation des témoins de déposer
Inadmissibility	(3) An answer or statement made, or document or thing produced, in response to a question described in subsection (2), or evidence derived from that evidence, may be used or received against the witness only in	15	(3) La réponse ou la déclaration faite à la suite d'une question posée au titre du paragraphe (2), le document ou la pièce produite au titre de ce paragraphe et la preuve qu'ils établissent ne peuvent être utilisés ni admis contre le témoin, sauf dans les cas suivants :	Inadmissibilité
	( <i>a</i> ) a prosecution under section 131 or 136 of the <i>Criminal Code</i> ; or	20	<i>a</i> ) une poursuite intentée sur le fondement des articles 131 ou 136 du <i>Code criminel</i> ;	
	( <i>b</i> ) a civil or administrative proceeding over which Parliament has jurisdiction and in respect of an allegation that the witness gave the answer or statement knowing it to be false or intending to mislead.	25	<i>b</i> ) une poursuite civile ou administrative relevant de la compétence du Parlement et portant sur l'allégation selon laquelle l'intéressé a fait une réponse ou déclaration qu'il savait fausse ou dans l'intention de tromper.	
Restriction	(4) Despite subsection (1), the Commission may not receive or accept		(4) Malgré le paragraphe (1), la Commission ne peut recevoir ou accepter :	Restriction
	( <i>a</i> ) any answer or statement made in response to a question described in subsection 24.1(7), 35(8), 40(2), 45.1(11) or 45.22(8);	30	<i>a</i> ) les réponses ou déclarations faites en réponse aux questions visées aux paragraphes 24.1(7), 35(8), 40(2), 45.1(11) ou 45.22(8);	
	( <i>b</i> ) any answer or statement made in response to a question described in subsection (2) in any investigation or hearing with respect to any other complaint; or		<i>b</i> ) les réponses ou déclarations faites à la suite des questions visées au paragraphe (2) lors de toute enquête ou audience sur une autre plainte;	
	( <i>c</i> ) any answer or statement made in the course of attempting to dispose of a complaint under section 45.54.	35	<i>c</i> ) les réponses ou déclarations faites dans le cadre d'une tentative de règlement à l'amiable en vertu de l'article 45.54.	
Restriction	(5) Despite paragraph (1)( <i>a</i> ), the Commission may not enforce the production of written evidence or any document or thing to which the Commission has a right of access under subsection 45.38(2).	40	(5) Malgré l'alinéa (1) <i>a</i> ), la Commission ne peut contraindre la production de documents ou de choses auxquels elle a accès en vertu du paragraphe 45.38(2).	Restriction

Witness fees	(6) Any person, other than a member, who is summoned is entitled, at the discretion of the Commission, to receive the same fees and allowances as those paid to persons summoned to attend before the Federal Court.	(6) À l'exception d'un membre, les témoins assignés à comparaître peuvent, à l'appréciation de la Commission, recevoir les indemnités accordées aux témoins assignés devant la Cour fédérale.	Indemnités : témoins	5
	INVESTIGATION BY THE COMMISSION	ENQUÊTE PAR LA COMMISSION		
Complaints by public	<b>45.64</b> (1) After receiving or being notified of a complaint made under section 45.51, the Commission shall investigate the complaint or institute a hearing to inquire into the complaint if the Chair is of the opinion that it would be in the public interest for the Commission to do so.	<b>45.64</b> (1) Lorsque le président est d'avis qu'il serait dans l'intérêt public de le faire, la Commission enquête ou convoque une audience à l'égard d'une plainte dont elle est saisie ou avisée au titre de l'article 45.51.	Pouvoir discrétionnaire de la Commission	10
Notice to Commissioner and Minister	(2) The Commission shall notify the Minister and the Commissioner of any investigation or hearing initiated under this section.	(2) La Commission avise le ministre et le commissaire de toute enquête ou audience convoquée au titre du présent article.	Avis au commissaire et au ministre	
Investigations in private	(3) Every investigation of a complaint by the Commission shall be conducted in private.	(3) Les enquêtes de la Commission sur les plaintes déposées en vertu de la présente partie 15 sont tenues en secret.	Secret	
Right to terminate investigation	<b>45.65</b> (1) The Commission may decide to discontinue an investigation of a complaint if, in the Commission's opinion,  (a) any of the reasons for which the Commission may refuse to deal with a complaint under paragraph 45.51(2)(a), (b) or (c) apply; or  (b) having regard to all the circumstances, it is not necessary or reasonably practicable to continue to investigate the complaint.	<b>45.65</b> (1) La Commission peut décider de cesser d'enquêter si, à son avis :  a) tout motif de refus qu'elle peut invoquer en vertu des alinéas 45.51(2)a), b) ou c) 20 s'applique;  b) compte tenu des circonstances, il n'est pas nécessaire ou raisonnablement praticable de poursuivre l'enquête.	Plainte — droit d'intervenir et de refuser	25
Notice to the Commissioner and complainant	(2) If the Commission decides to discontinue an investigation of a complaint, the Commission shall give notice in writing of the decision and the reasons for it to the complainant and the Commissioner.	(2) Lorsqu'elle cesse son enquête, la Commission transmet par écrit au commissaire et au plaignant un avis motivé de la décision.	Avis au commissaire et au plaignant	25
Notice to the member and other persons	(3) After receiving notice, the Commissioner shall notify the member or other person whose conduct is the subject matter of the complaint of the decision to discontinue the investigation of the complaint.	(3) Suivant sa réception de l'avis, le commissaire en avise le membre ou l'autre personne en cause.	Avis au membre ou à une autre personne visée par la plainte	30
Consolidation of complaints	<b>45.66</b> The Commission may, if in its opinion it is appropriate to do so, merge two or more complaints for the purposes of an investigation or a hearing.	<b>45.66</b> La Commission peut réunir deux ou plusieurs plaintes lorsqu'elle est d'avis que cela serait indiqué en vue de l'enquête ou de l'audience.	Réunion des plaintes	40
Updates with respect to the investigation	<b>45.67</b> The Commission shall notify in writing the complainant and the member or other person whose conduct is the subject matter of	<b>45.67</b> Au plus tard quarante-cinq jours après avoir été avisée d'une plainte et, par la suite, tous les mois pendant la durée de l'enquête, la	Compte rendu	35

	<p>the complaint of the status of the investigation to date not later than 45 days after being notified of the complaint and monthly after that during the course of the investigation unless, in the Commission's opinion, to do so might adversely affect or hinder any investigation that is being or may be carried out in respect of the complaint.</p>	<p>Commission avise par écrit le plaignant et le membre ou l'autre personne en cause de l'état d'avancement de l'enquête, pour autant qu'elle soit d'avis qu'une telle mesure ne risque pas de nuire à la conduite de toute autre enquête sur la question.</p>	
	<p>REFERRAL OF COMPLAINTS TO COMMISSION</p>	<p>PLAINTES RENVOYÉES À LA COMMISSION</p>	
Referral to Commission	<p><b>45.68</b> (1) A complainant who is not satisfied with a decision under section 45.59 or a report under section 45.62 may, within 60 days after being notified of the decision or receiving the report, refer the complaint in writing to the Commission for review.</p>	<p><b>45.68</b> (1) Le plaignant qui n'est pas satisfait de la décision rendue en vertu de l'article 45.59 ou du rapport visé à l'article 45.62 peut renvoyer sa plainte pour révision par demande écrite à la Commission dans les soixante jours suivant la réception de l'avis de la décision ou du rapport.</p>	Renvoi devant la Commission
Material to be provided	<p>(2) If a complainant refers a complaint to the Commission under subsection (1),</p> <p>(a) the Chair shall notify the Commissioner that the complaint has been referred to the Commission; and</p> <p>(b) the Commissioner shall provide the Chair with a copy of the notice given under subsection 45.59(2) and the report sent under section 45.62.</p>	<p>(2) En cas de renvoi devant la Commission en vertu du paragraphe (1):</p> <p>a) le président de la Commission avise le commissaire du renvoi;</p> <p>b) le commissaire transmet au président de la Commission une copie de l'avis visé au paragraphe 45.59(2) et du rapport visé à l'article 45.62.</p>	Documents à transmettre
Review by Commission	<p><b>45.69</b> (1) The Commission shall review every complaint referred to it under section 45.68.</p>	<p><b>45.69</b> (1) La Commission révisé toute plainte qui lui est renvoyée en vertu de l'article 45.68.</p>	Révision par la Commission
Commission satisfied	<p>(2) If, after reviewing a complaint, the Commission is satisfied with the Commissioner's decision or report, the Commission shall prepare and send a report in writing to that effect to the Minister, the Commissioner, the member or other person whose conduct is the subject matter of the complaint and the complainant.</p>	<p>(2) Après révision de la plainte, la Commission, lorsqu'elle juge satisfaisant le rapport ou la décision du commissaire, établit et transmet par écrit un rapport à cet effet au ministre, au commissaire, au membre ou à l'autre personne en cause et au plaignant.</p>	Commission est satisfaite
Commission not satisfied	<p>(3) If, after reviewing a complaint, the Commission is not satisfied with the Commissioner's decision or report or considers that further inquiry is warranted, the Commission may</p> <p>(a) prepare and send to the Minister and the Commissioner a report in writing setting out any conclusions it sees fit with respect to the Commissioner's decision or report and any recommendations it sees fit with respect to the complaint;</p>	<p>(3) Après révision de la plainte, la Commission, si elle ne juge pas satisfaisant le rapport ou la décision du commissaire, ou est d'avis qu'une enquête plus approfondie est indiquée, peut:</p> <p>a) soit établir et transmettre au ministre et au commissaire un rapport écrit énonçant les conclusions qu'elle estime indiquées relativement au rapport ou à la décision et les recommandations qu'elle estime indiquées relativement à la plainte;</p>	Commission n'est pas satisfaite

	<p>(b) request that the Commissioner direct the Force to investigate or further investigate the complaint; or</p> <p>(c) investigate or further investigate the complaint or institute a hearing to inquire into the complaint.</p>	<p>b) soit demander au commissaire d'ordonner à la Gendarmerie d'enquêter sur la plainte, notamment de façon plus approfondie;</p> <p>c) soit enquêter sur la plainte, notamment de façon plus approfondie, ou convoquer une audience à son égard.</p>	
Response of Commissioner	<p><b>45.7</b> (1) The Commissioner shall, as soon as possible after receiving a report referred to in paragraph 45.69(3)(a), provide the Chair and the Minister with a written response indicating any further action that has been or will be taken with respect to the complaint. If the Commissioner decides not to act on any conclusions or recommendations set out in the report, the Commissioner shall include in the response the reasons for not so acting.</p>	<p><b>45.7</b> (1) Dès que possible après la réception du rapport visé à l'alinéa 45.69(3)a), le commissaire est tenu de fournir une réponse par écrit au ministre et au président de la Commission qui fait état de toute mesure additionnelle qui a été ou sera prise relativement à la plainte. S'il choisit de s'écarter des conclusions ou des recommandations énoncées dans le rapport, il motive sa décision dans l'avis.</p>	Réponse du commissaire
Final report of Commission	<p>(2) After considering the Commissioner's response under subsection (1), the Commission shall prepare a final report in writing setting out any conclusions and recommendations with respect to the complaint that the Commission sees fit and send a copy to the Minister, the Commissioner, the complainant and the member or other person whose conduct is the subject matter of the complaint. If there is an arrangement between the government of a province and the Minister under section 20, the Commission shall also send a copy of the report to the provincial minister who has primary responsibility for policing in the province in which the conduct complained of occurred.</p>	<p>(2) Après examen de la réponse visée au paragraphe (1), la Commission établit un rapport écrit final énonçant les conclusions et les recommandations qu'elle estime indiquées relativement à la plainte et elle en transmet copie au ministre, au commissaire, au plaignant et au membre ou à l'autre personne en cause. Lorsqu'il y a un arrangement conclu en vertu de l'article 20, elle le transmet au ministre de qui relève au premier chef l'administration des forces de police de la province partie à l'arrangement et dans laquelle la conduite est survenue.</p>	Rapport final de la Commission
Hearing	<p style="text-align: center;"><b>HEARINGS</b></p> <p><b>45.71</b> (1) If the Commission decides, under section 45.64 or paragraph 45.69(3)(c), to institute a hearing to inquire into a complaint, the Chair shall assign one or more members of the Commission to conduct the hearing and shall send a notice in writing of the decision to the Minister, the Commissioner, the member or other person whose conduct is the subject matter of the complaint and the complainant.</p>	<p style="text-align: center;"><b>AUDIENCE</b></p> <p><b>45.71</b> (1) Lorsque la Commission décide de convoquer une audience pour enquêter sur une plainte en vertu de l'article 45.64 ou de l'alinéa 45.69(3)c), le président de la Commission désigne un ou plusieurs membres pour tenir l'audience et transmet un avis écrit de sa décision au ministre, au commissaire, au membre ou à l'autre personne en cause et au plaignant.</p>	Audience
Deeming	<p>(2) For the purposes of this section, the member or members of the Commission who are conducting a hearing to inquire into a complaint are deemed to be the Commission.</p>	<p>(2) Pour l'application du présent article, sont réputés être la Commission le ou les membres de celle-ci qui tiennent l'audience.</p>	Commission

Meaning of "parties"	(3) In this section, "parties" means the appropriate officer, the member or other person whose conduct is the subject matter of a complaint and the complainant.	(3) Au présent article, «partie» s'entend de l'officier compétent, du membre ou de l'autre personne en cause et du plaignant.	Définition de «partie»
Notice	(4) The Commission shall serve a notice in writing of the time and place set for a hearing on the parties.	(4) La Commission signifie aux parties un avis écrit des dates, heures et lieux de l'audience.	Avis
Sittings of Commission	(5) The Commission may sit at any place in Canada and at any time that may be fixed by the Commission, taking into account the convenience of the parties who wish to appear before the Commission.	(5) La Commission siège aux dates, heures et lieux au Canada qu'elle fixe, compte tenu de ce qui pourrait convenir aux parties qui souhaitent comparaître devant elle.	Séances de la Commission
Hearings in public	(6) A hearing to inquire into a complaint shall be held in public but the Commission, on its own initiative or at the request of any party or witness, may order a hearing or any part of a hearing to be held <i>in camera</i> or <i>ex parte</i> if it is of the opinion	(6) Les audiences sont publiques; toutefois, la Commission peut ordonner que tout ou partie d'une audience soit tenue à huis clos ou en l'absence d'une partie, de sa propre initiative ou sur demande de toute partie ou tout témoin, si elle estime :	Audiences publiques
	(a) that information the disclosure of which could reasonably be expected to be injurious to the defence of Canada or any state allied or associated with Canada or the detection, prevention or suppression of subversive or hostile activities will likely be disclosed during the course of the hearing;	a) que des renseignements dont la communication risquerait vraisemblablement de porter préjudice à la défense du Canada ou d'États alliés ou associés avec le Canada ou à la détection, à la prévention ou à la répression d'activités hostiles ou subversives seront probablement révélés au cours de l'audience;	
	(b) that information the disclosure of which could reasonably be expected to be injurious to law enforcement will likely be disclosed during the course of the hearing;	b) que des renseignements risquant d'entraver le contrôle d'application de la loi seront probablement révélés au cours de l'audience;	
	(c) that information respecting a person's financial or personal affairs, if that person's interest or security outweighs the public's interest in the information, will likely be disclosed during the course of the hearing;	c) que des renseignements concernant les ressources pécuniaires ou la vie privée d'une personne dont l'intérêt ou la sécurité l'emporte sur l'intérêt du public à l'égard de ces renseignements seront probablement révélés au cours de l'audience;	
	(d) that information which could reasonably be expected to reveal privileged information, as defined in subsection 45.38(1), will likely be disclosed during the course of the hearing; or	d) que des renseignements dont la communication risquerait vraisemblablement de révéler des renseignements privilégiés au sens du paragraphe 45.38(1) seront probablement révélés au cours de l'audience;	
	(e) that it is otherwise required by the circumstances of the case.	e) par ailleurs, que les circonstances exigent une telle mesure.	
Rights of persons interested	(7) The parties and any other person who satisfies the Commission that the person has a substantial and direct interest in a complaint before the Commission shall be allowed an	(7) Les parties et toute personne qui convainc la Commission qu'elle a un intérêt direct et réel dans la plainte dont celle-ci est saisie ont la possibilité de présenter des éléments de preuve à l'audience, d'y contre-	Droits des intéressés

	opportunity, in person or by counsel, to present evidence, to cross-examine witnesses and to make representations at the hearing.	interroger les témoins et d'y faire des observations, soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'un avocat.	
Representation of witnesses	(8) The Commission shall permit any person who gives evidence at a hearing to be represented by counsel.	(8) La Commission permet aux témoins de se faire représenter à l'audience par avocat.	Représentation des témoins
Appropriate officer	(9) The appropriate officer may be represented or assisted at a hearing by any other member.	(9) L'officier compétent peut, en outre, se faire représenter ou assister lors de l'audience par un autre membre.	Officier compétent
Expenses	(10) If the Commission sits at a place in Canada that is not the ordinary place of residence of the member or other person whose conduct is the subject matter of the complaint, of the complainant or the counsel of any of those persons, then that person or their counsel is entitled, in the discretion of the Commission, to receive, in accordance with Treasury Board directives, the travel and living expenses incurred by that person or their counsel in appearing before the Commission.	(10) Lorsque la Commission siège, au Canada, ailleurs qu'au lieu de résidence habituel du membre ou de l'autre personne en cause, du plaignant ou de leur avocat, ce membre, cette personne, ce plaignant ou cet avocat a droit, selon l'appréciation de la Commission et conformément aux directives du Conseil du Trésor, aux frais de déplacement et de séjour engagés par lui pour sa comparution devant la Commission.	Frais
	<b>SUSPENSION AND JOINT PROCEEDINGS</b>	<b>SUSPENSION ET PROCÉDURES CONJOINTES</b>	
Duty to suspend investigation or hearing	<b>45.72</b> The Commission shall, on written request of the Commissioner or on its own initiative, suspend an investigation, review or hearing with respect to a complaint if, in the Commission's opinion, continuing it would prejudice an ongoing criminal investigation or an ongoing criminal or civil proceeding.	<b>45.72</b> La Commission, de sa propre initiative ou sur demande écrite du commissaire, suspend l'enquête, la révision ou l'audience portant sur une plainte si elle est d'avis que de continuer porterait atteinte à une enquête criminelle ou à une instance civile ou criminelle en cours.	Suspension de l'enquête, de la révision ou de l'audience
Joint investigation, review or hearing	<b>45.73</b> (1) If a complaint concerns the conduct of a member or other person appointed or employed under Part I and a law enforcement officer of any other jurisdiction, whether in or outside Canada, the Commission may conduct an investigation, review or hearing of that complaint jointly with the authority in that other jurisdiction that is responsible for investigations, reviews or hearings with respect to complaints from the public against law enforcement officers.	<b>45.73</b> (1) Lorsqu'une plainte porte à la fois sur la conduite d'un membre ou de toute autre personne nommée ou employée au titre de la partie I et sur celle d'un agent responsable du contrôle d'application de la loi de toute autre entité publique au Canada ou à l'étranger, la Commission peut tenir une enquête, une révision ou une audience sur la plainte conjointement avec l'entité publique ayant les mêmes compétences en matière de plaintes du public.	Enquête, révision ou audience tenue conjointement
Regulations	(2) The Minister may make regulations respecting investigations, reviews or hearings conducted jointly under subsection (1).	(2) Le ministre peut prendre des règlements concernant les enquêtes, révisions et audiences conjointes.	Règlements

	REPORTS FOLLOWING INVESTIGATION OR HEARING	RAPPORTS D'ENQUÊTE ET D'AUDIENCE	
Interim report	<b>45.74</b> (1) On completion of an investigation or a hearing, the Commission shall prepare and send to the Minister and the Commissioner a report in writing setting out any findings and recommendations with respect to the complaint that the Commission sees fit.	<b>45.74</b> (1) Au terme de l'enquête ou de l'audience, la Commission établit et transmet au ministre et au commissaire un rapport écrit énonçant les conclusions et les recommandations qu'elle estime indiquées.	Rapport provisoire 5
Response of Commissioner	(2) The Commissioner shall, as soon as possible, provide the Chair and the Minister with a written response to the report.	(2) Le commissaire est tenu, dans les meilleurs délais, de fournir une réponse par écrit au ministre et au président de la Commission.	Réponse du commissaire
Final report of Commission	(3) After considering the Commissioner's 10 response, the Commission shall prepare a final report in writing setting out any conclusions and recommendations with respect to the complaint that the Commission sees fit and shall send a copy of the report to the Minister, the Commis- 15 sioner, the complainant and the member or other person whose conduct is the subject matter of the complaint. If there is an arrangement between the government of a province and the Minister under section 20, the Commission shall 20 also send a copy of the report to the provincial minister who has primary responsibility for policing in the province in which the conduct complained of occurred.	(3) Après examen de la réponse, la Commission établit un rapport écrit final énonçant 10 les conclusions et les recommandations qu'elle estime indiquées et elle en transmet copie au ministre, au commissaire, au plaignant et au membre ou à l'autre personne en cause et, lorsqu'il y a un arrangement conclu en vertu de 15 l'article 20, au ministre de qui relève au premier chef l'administration des forces de police de la province partie à l'arrangement et dans laquelle la conduite est survenue.	Rapport final de la Commission
Final and conclusive	<b>45.75</b> All conclusions and recommendations 25 contained in a final report of the Commission under subsection 45.7(2) or 45.74(3) are final and, except for judicial review under the <i>Federal Courts Act</i> , are not subject to appeal to or review by any court. 30	<b>45.75</b> Les conclusions et les recommanda- 20 tions énoncées dans le rapport final de la Commission mentionné aux paragraphes 45.7(2) ou 45.74(3) sont définitives et, sous réserve du contrôle judiciaire prévu par la <i>Loi sur les Cours fédérales</i> , ne sont pas susceptibles 25 d'appel ou de révision.	Conclusions et recommandations définitives
Return of documents and things	<b>45.76</b> Any document or thing that a person produced to the Force or the Commission shall, on the request of the person, be released to that person within a reasonable time after the completion of the Commission's final report. 35	<b>45.76</b> La Commission ou la Gendarmerie remet, sur demande, les documents et autres pièces à la personne qui les a produits dans un délai raisonnable après l'achèvement du rapport 30 final de la Commission.	Remise
	PART VII.1 SERIOUS INCIDENTS	PARTIE VII.1 INCIDENTS GRAVES	
Definitions	<b>45.8</b> (1) The following definitions apply in this Part.	<b>45.8</b> (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.	Définitions
"designated authority" « autorité désignée »	"designated authority", with respect to a province, means the person, body or authority that may be designated by the lieutenant 40		

"investigative body" « organisme d'enquête »	governor in council of that province as the designated authority for that province for the purposes of this Part.	« autorité désignée » Personne, organisme ou autre autorité qui peut être désignée comme telle par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province en cause aux fins d'application de la présente partie.	« autorité désignée » "designated authority"
"serious incident" « incident grave »	"investigative body" means a provincial entity, other than a police force, whose authority includes the power to investigate a serious incident for the purpose of determining whether an offence under federal or provincial law has occurred.	« blessure grave » Toute lésion psychologique ou corporelle prévue par règlement.	5 « blessure grave » "serious injury"
"serious injury" « blessure grave »	"serious incident" means an incident in which the actions of a member or other person appointed or employed under Part I or any person assisting the Force in carrying out its powers, duties and functions under this Act	« incident grave » Tout incident qui met en cause un membre, toute autre personne qui assiste la Gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions en vertu de la présente loi ou toute autre personne nommée ou employée sous le régime de la partie I, et au cours duquel les actes d'une de ces personnes :	10 « incident grave » "serious incident"
"serious injury" « blessure grave »	(a) may have resulted in serious injury to, or the death of, any person; or	a) peuvent avoir donné lieu à des blessures graves ou à la mort d'une personne;	15
"serious injury" « blessure grave »	(b) may have constituted an offence under federal or provincial law that any of the following persons decides would be in the public interest to be investigated by an investigative body or by a police force other than the Force:	b) peuvent avoir constitué une infraction à une loi fédérale ou provinciale à l'égard de laquelle il serait dans l'intérêt public qu'un organisme d'enquête ou une force de police autre que la Gendarmerie enquête, selon la décision prise par soit le ministre, soit le commissaire, soit le ministre de qui relève au premier chef l'administration des forces de police d'une province avec laquelle le ministre a conclu des arrangements en vertu de l'article 20 et dans laquelle l'incident allégué a eu lieu.	20 25
"serious injury" « blessure grave »	(i) the Minister; (ii) the provincial minister who has primary responsibility for policing in the province in which the incident is alleged to have occurred if there is an arrangement between the government of that province and the Minister under section 20; or (iii) the Commissioner.	« organisme d'enquête » Entité provinciale, autre qu'une force de police, qui peut notamment exercer les pouvoirs nécessaires pour effectuer des enquêtes sur des incidents graves afin de vérifier si une infraction à une loi fédérale ou provinciale a été commise.	30 « organisme d'enquête » "investigative body"
Regulations	(2) The Minister may, by regulation, prescribe physical or psychological injuries for the purposes of the definition "serious injury" in subsection (1).	(2) Le ministre peut, pour l'application de la définition de « blessure grave » au paragraphe (1), prévoir par règlement les lésions psychologiques ou corporelles.	35 Règlements
Duty to consider investigative body	45.81 (1) If there is an investigative body in the province in which the serious incident is alleged to have occurred, the designated authority for that province shall first consider appointing that investigative body to investigate the serious incident.	45.81 (1) Lorsqu'il y a un organisme d'enquête dans la province dans laquelle il est allégué que l'incident grave est survenu, l'autorité désignée considère celui-ci en premier pour tenir l'enquête.	40 Obligation de considérer l'organisme d'enquête

Appointment of police force	(2) If there is no investigative body or, after consideration, the designated authority does not appoint one, the designated authority may appoint a police force to investigate the serious incident.	(2) S'il n'y a pas d'organisme d'enquête ou qu'elle n'a pas nommé l'organisme d'enquête considéré, l'autorité désignée peut nommer une force de police pour enquêter.	Nomination d'une force de police
Referral by the Force	(3) If the designated authority appoints an investigative body or police force to investigate the serious incident, the Force shall, as soon as possible, refer the investigation of the serious incident to that investigative body or police force.	(3) Lorsque l'autorité désignée nomme un organisme d'enquête ou une force de police pour enquêter, la Gendarmerie renvoie l'enquête à l'organisme d'enquête ou à la force de police le plus tôt possible.	5 Renvoi par la Gendarmerie
Request to police force	<b>45.82</b> (1) If the designated authority for a province notifies the Force that no investigative body or police force will be appointed to investigate the serious incident, the Force shall, as soon as possible, request an investigative body or a police force to investigate it having taken into account the available expertise and resources of that investigative body or police force.	<b>45.82</b> (1) Lorsque l'autorité compétente avise la Gendarmerie qu'aucun organisme d'enquête ou force de police ne sera nommé pour enquêter, la Gendarmerie, dès que les circonstances le permettent, demande à un organisme d'enquête ou à une force de police d'enquêter sur l'incident grave après avoir considéré l'expertise et les ressources à la disposition de l'organisme ou de la force.	10 Demande à une force de police
Investigation by the Force	(2) If an investigative body or a police force that receives a request under subsection (1) notifies the Force that it will not investigate the serious incident and the Force does not consider any other investigative body or police force to be appropriate to receive such a request, the Force shall investigate the serious incident.	(2) Lorsque l'organisme d'enquête ou la force de police avise la Gendarmerie qu'il refuse d'enquêter sur l'incident grave à sa demande, et que cette dernière considère qu'il n'y a pas d'autre organisme d'enquête ou force de police indiqué pour le faire, elle enquête sur l'incident grave elle-même.	20 Enquête par la Gendarmerie
Reasonable efforts	(3) The Force shall make reasonable efforts under this section to identify an investigative body or police force to investigate the serious incident and shall keep a written record of the efforts made.	(3) La Gendarmerie est tenue de prendre toute mesure raisonnable au titre du présent article pour trouver un organisme d'enquête ou une force de police pour enquêter sur l'incident grave et elle est tenue de documenter ses efforts en ce sens.	30 Obligations
Report	(4) The Commissioner shall provide the Chair of the Commission with a report outlining the efforts made by the Force under subsection (3).	(4) Le commissaire transmet au président de la Commission un rapport sur les mesures que la Gendarmerie a prises au titre du paragraphe (3).	35 Rapport
Observer— investigation by another police force	<b>45.83</b> (1) If a police force other than the Force investigates a serious incident and no observer is appointed by a designated authority, the Commission may, with the agreement of the provincial minister who has primary responsibility for policing in the province in which the incident is alleged to have occurred, appoint an observer to assess the impartiality of the investigation.	<b>45.83</b> (1) Lorsqu'une force de police autre que la Gendarmerie enquête sur un incident grave et que l'autorité désignée n'a pas nommé d'observateur, la Commission peut, avec l'accord du ministre de qui relève au premier chef l'administration des forces de police de la province dans laquelle l'incident allégué a eu lieu, nommer un observateur afin de constater si l'enquête se déroule avec impartialité.	40 Observateur— enquête par une autre force de police

Observer— Force	(2) If the Force investigates a serious incident, the Force shall permit an observer appointed by a designated authority or by the Commission under subsection (3) to participate in the investigation.	(2) Lorsqu'elle enquête sur un incident grave, la Gendarmerie permet à un observateur nommé par l'autorité désignée ou par la Commission en vertu du paragraphe (3) de participer à l'enquête.	Observateur— Gendarmerie
Appointment of observer	(3) If no observer is appointed by a designated authority, the Commission may appoint an observer to assess the impartiality of the investigation conducted by the Force.	(3) Lorsque l'autorité désignée ne nomme pas d'observateur, la Commission peut nommer un observateur afin de constater si la Gendarmerie agit avec impartialité au cours de l'enquête.	Nomination de l'observateur
No observer appointed	(4) If no observer is appointed to an investigation of a serious incident, the Commissioner shall provide the Chair of the Commission with a report that sets out all measures that have been or will be taken by the Force to ensure the impartiality of the investigation.	(4) Lorsqu'aucun observateur n'est nommé en vertu des paragraphes (2) ou (3), le commissaire est tenu de transmettre au président de la Commission un rapport sur les mesures qui ont été ou qui seront prises par la Gendarmerie pour veiller à ce que l'enquête se déroule avec impartialité.	Aucun observateur
Immunity	(5) An observer appointed by a designated authority for the purposes of this Part has the same immunity that an observer appointed by the Commission has under subsection 45.48(1).	(5) Lorsqu'un observateur est nommé par l'autorité désignée aux fins de la présente partie, il bénéficie de la même immunité dont bénéficie l'observateur nommé par la Commission sous le régime du paragraphe 45.48(1).	Immunité
Observers are compellable	(6) Every observer is a compellable witness in every administrative, civil or criminal proceeding or inquiry in respect of any matter coming to the knowledge of the observer as a result of exercising a power or performing a duty or function under this Part.	(6) En ce qui concerne les questions dont il prend connaissance dans l'exercice des pouvoirs et fonctions qui lui sont conférés en vertu de la présente partie, l'observateur peut être contraint à témoigner dans toute enquête ou instance civile, administrative ou criminelle.	Observateur contraignable
Recommendations	<b>45.84</b> If an observer has concerns with the impartiality of an investigation, the observer may inform the Force or the other police force, as the case may be, of his or her concerns and may make any recommendations to the Force or the other police force that he or she considers appropriate to address the concerns.	<b>45.84</b> Lorsqu'il a des préoccupations quant à l'impartialité de l'enquête, l'observateur peut informer la Gendarmerie ou l'autre force de police, selon le cas, et il fait des recommandations quant aux mesures qu'il considère indiquées pour répondre aux préoccupations soulevées.	Recommandations
Report	<b>45.85</b> (1) The observer shall, in accordance with the regulations, provide a report respecting the impartiality of the investigation of a serious incident to the Chair of the Commission and the Commissioner and, if the investigation was carried out by a police force other than the Force, to the chief of police of that force.	<b>45.85</b> (1) L'observateur présente, en conformité avec les règlements, un rapport portant sur l'impartialité de l'enquête effectuée sur l'incident grave au président de la Commission, au commissaire et, si une force de police autre que la Gendarmerie a enquêté, au chef de celle-ci.	Rapport
Response	(2) If the observer's report identifies concerns with respect to the impartiality of an investigation, the Commissioner or, if the investigation was carried out by a police force other than the Force, the chief of police of that	(2) Lorsque le rapport fait état de préoccupations quant à l'impartialité de l'enquête, le commissaire fournit, au président de la Commission, une réponse par écrit comportant un énoncé des mesures qui ont été prises ou qui	Réponse

	<p>force, shall provide to the Chair of the Commission a written response to the observer's report that includes a description of what actions have or will be taken by the Force or the police force, as the case may be, to address those concerns.</p>	<p>seront prises par la Gendarmerie pour répondre aux préoccupations énoncées dans le rapport. Lorsqu'une force de police autre que la Gendarmerie a effectué l'enquête, une telle réponse est fournie par le chef de celle-ci.</p>	<p>5</p>
<p>Report on response</p>	<p>(3) If the Chair of the Commission is not satisfied with a response of the Commissioner or chief of police, the Chair shall issue a report to that effect to the Attorney General for the province in which the incident is alleged to have occurred and to the provincial minister who has primary responsibility for policing in that province.</p>	<p>(3) Lorsqu'il n'est pas satisfait de la réponse du commissaire ou du chef du service de police, le président de la Commission transmet un rapport à ce sujet au procureur général et au ministre de qui relève au premier chef l'administration des forces de police de la province où l'incident allégué a eu lieu.</p>	<p>Rapport sur la réponse</p>
<p>Copy of report to Minister</p>	<p>(4) The Chair of the Commission shall provide a copy of any report issued under subsection (3) to the Minister.</p>	<p>(4) Le président de la Commission transmet le rapport établi en application du paragraphe (3) au ministre.</p>	<p>Transmission du rapport</p>
<p>Information subject to privilege</p>	<p><b>45.86</b> Nothing in this Part authorizes a person to disclose to an observer information that is subject to any type of privilege, and an observer may not use that information if it is disclosed.</p>	<p><b>45.86</b> La présente partie n'a pas pour effet d'autoriser la communication à l'observateur des renseignements faisant l'objet d'un privilège. Si de tels renseignements lui sont communiqués, l'observateur ne peut les utiliser.</p>	<p>Renseignement faisant l'objet d'un privilège</p>
<p>Regulations</p>	<p><b>45.87</b> The Minister may make regulations</p> <p>(a) respecting the criteria and procedures for the appointment of an observer under subsection 45.83(1) or (3);</p> <p>(b) respecting the scope of an observer's role;</p> <p>(c) respecting the reporting obligations of an observer;</p> <p>(d) respecting the access to, and use of, the notes, reports or other material prepared by an observer in relation to the investigation of a serious incident;</p> <p>(e) respecting the period within which the Commissioner or chief of police is to provide a response under subsection 45.85(2); and</p> <p>(f) generally for carrying out the purposes and provisions of this Part.</p>	<p><b>45.87</b> Le ministre peut prendre des règlements :</p> <p>a) concernant les critères et modalités de nomination d'un observateur en vertu des paragraphes 45.83(1) et (3);</p> <p>b) concernant la portée du rôle de l'observateur;</p> <p>c) concernant les obligations de l'observateur au sujet des rapports;</p> <p>d) concernant l'accès aux notes, rapports ou tout autre document établi par l'observateur dans le cadre d'une enquête et l'emploi de ceux-ci;</p> <p>e) concernant le délai applicable à la réponse fournie par le commissaire ou le chef d'une force de police au titre du paragraphe 45.85(2);</p> <p>f) pour l'application de la présente partie.</p>	<p>Règlements</p>
<p>R.S., c. 8 (2nd Supp.), s. 18</p>	<p><b>9. Subsection 46(1) of the Act is replaced by the following:</b></p>	<p><b>9. Le paragraphe 46(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b></p>	<p>L.R., ch. 8 (2<sup>e</sup> suppl.), art. 18</p>

Definition of "board" — sections 47 and 47.1	<p><b>46.</b> (1) In this section and sections 47 and 47.1, "board" means</p> <p>(a) a board of inquiry appointed under section 24.1;</p> <p>(b) an adjudication board appointed under section 43 or 44;</p> <p>(c) a discharge and demotion board appointed under section 45.2; and</p> <p>(d) the Committee, except for the purposes of subsection (4).</p>	<p><b>46.</b> (1) Au présent article et aux articles 47 et 47.1, « commission » s'entend :</p> <p>a) d'une commission d'enquête convoquée en vertu de l'article 24.1;</p> <p>b) d'un comité d'arbitrage nommé en vertu des articles 43 ou 44;</p> <p>c) d'une commission de licenciement et de rétrogradation nommée en vertu de l'article 45.2;</p> <p>d) sauf pour l'application du paragraphe (4), 10 du Comité.</p>	<p>Définition de « commission » — articles 47 et 47.1</p>
Definition of "board" — sections 47.2 and 47.3	<p>(1.1) In sections 47.2 and 47.3, "board" means each of the entities referred to in paragraphs (1)(a) to (d) and includes the Commission.</p>	<p>(1.1) Aux articles 47.2 et 47.3, « commission » s'entend de chacune des entités énumérées aux alinéas (1)a) à d) et de la Commission.</p>	<p>Définition de « commission » — articles 47.2 et 47.3</p>
R.S., c. 8 (2nd Supp.), s. 18	<p><b>10. Paragraph 47.1(1)(b) of the Act is replaced by the following:</b></p> <p>(b) proceeding before a board;</p>	<p><b>10. L'alinéa 47.1(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b></p> <p>b) lors des procédures tenues devant une commission;</p>	<p>L.R., ch. 8 (2<sup>e</sup> suppl.), ch. 18</p>
R.S., c. 8 (2nd Supp.), s. 21	<p><b>11. Sections 50 to 52 of the Act are replaced by the following:</b></p>	<p><b>11. Les articles 50 à 52 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :</b></p>	<p>L.R., ch. 8 (2<sup>e</sup> suppl.), art. 21</p>
Attendance of witnesses, etc.	<p><b>50.</b> (1) Every person <u>commits</u> an offence punishable on summary conviction who</p> <p>(a) on being duly summoned as a witness or otherwise under <u>this Act</u>, makes default in attending;</p> <p>(b) being in attendance as a witness in any proceeding under <u>this Act</u>,</p> <p>(i) refuses to take an oath or solemn affirmation required of that person,</p> <p>(ii) refuses to produce any document or thing under that person's control or in that person's possession and required to be produced by that person, or</p> <p>(iii) refuses to answer any question;</p> <p>(c) at any proceeding under <u>this Act</u> uses insulting or threatening language or causes any interference or disturbance; or</p> <p>(d) without lawful justification or excuse, prints observations or uses words in relation to an ongoing proceeding with intent</p>	<p><b>50.</b> (1) Commet une infraction punissable par procédure sommaire quiconque :</p> <p>a) étant régulièrement convoqué comme témoin ou à un autre titre sous le régime de <u>la présente loi</u>, ne se présente pas;</p> <p>b) comparaisant comme témoin lors de toute procédure visée <u>par la présente loi</u>, refuse, alors qu'on le lui demande :</p> <p>(i) de prêter serment ou de faire une affirmation solennelle,</p> <p>(ii) de produire un document ou une chose <u>qui relève de lui ou qu'il a en sa possession</u>,</p> <p>(iii) de répondre à une question;</p> <p>c) lors de toute procédure visée <u>par la présente loi</u>, profère des propos insultants ou menaçants ou fait obstruction d'une manière ou d'une autre;</p>	<p>Comparison des témoins, etc.</p>

(i) to injure the reputation of a member of a board of inquiry under Part I, the Committee under Part III, IV or V, an adjudication board under Part IV, a discharge and demotion board under Part V or the Commission under Part VII or a witness before any of those entities by exposing that member or witness to contempt, insult or ridicule, or

(ii) to dissuade a witness in any proceedings before an entity referred to in subparagraph (i) from testifying.

d) sans justification ni excuse légitime, imprime sciemment des remarques ou tient sciemment des propos relativement à une procédure en cours :

- (i) de nature à nuire à la réputation d'un membre d'une commission d'enquête visée à la partie I, du Comité visé aux parties III, IV ou V, d'un comité d'arbitrage visé à la partie IV, d'une commission de licenciement et de rétrogradation visée à la partie V, de la Commission visée à la partie VII ou à celle des témoins comparaisant devant ceux-ci et exposant ces membres et témoins au mépris ou au ridicule, ou destinés à leur faire outrage,
- (ii) dans le but de convaincre un témoin de ne pas participer à une telle procédure.

Punishment

(2) Every person who is convicted of an offence under subsection (1) is liable to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than six months or to both.

(2) Quiconque est déclaré coupable de l'infraction prévue au paragraphe (1) encourt une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

Peine

Offences — harassment, obstruction, destroying documents etc.

**50.1** (1) No person shall

(a) harass, intimidate or threaten a person in relation to a complaint made under Part VII or an observer appointed under section 45.83;

(b) wilfully obstruct a person who is carrying out any power, duty or function under Part VI or VII or an observer appointed under section 45.83 or knowingly make any false or misleading statement or knowingly provide false or misleading information to that person or observer;

(c) destroy, mutilate, alter, falsify or conceal a document or thing, or make a false document or thing, knowing that the document or thing is likely to be relevant to an investigation under Part VII; or

(d) direct, counsel or cause, in any manner, any person to do anything mentioned in any of paragraphs (a) to (c), or propose, in any manner, to any person that they do anything mentioned in any of those paragraphs.

**50.1** (1) Il est interdit à quiconque :

a) de harceler, d'intimider ou de menacer l'observateur nommé en vertu de l'article 45.83 ou toute autre personne qui est liée à une plainte déposée en vertu de la partie VII;

b) de gêner sciemment une personne dans l'exercice des pouvoirs et fonctions qui lui sont conférés en vertu des parties VI ou VII ou l'observateur nommé en vertu de l'article 45.83 ou de faire sciemment une déclaration fausse ou trompeuse ou de communiquer sciemment des renseignements faux ou trompeurs à ces personnes;

c) de détruire, de tronquer ou de modifier le document ou la chose, de les cacher, de les falsifier ou de les contrefaire sachant que le document ou la chose sera vraisemblablement pertinent dans le cadre d'une enquête tenue au titre de la partie VII;

d) d'ordonner, de proposer ou de conseiller à une personne de commettre un acte visé à l'un des alinéas a) à c), ou de l'amener de n'importe quelle façon à le faire.

Infractions — harceler, gêner, détruire, etc.

Punishment	(2) Every person who contravenes subsection (1) commits an offence and is guilty of (a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term of not more than five years; or (b) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.	(2) Quiconque contrevient au paragraphe (1) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité : a) par mise en accusation, un emprisonnement maximal de cinq ans; b) par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.	Peine 5
Offence— failure to comply	<b>50.2</b> (1) Every person who fails to comply with subsection 45.42(2) or (3) or 45.44(2) is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.	<b>50.2</b> (1) Quiconque omet de s'acquitter de toute obligation prévue aux paragraphes 45.42(2) ou (3) ou 45.44(2) commet une infraction et encourt, par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.	Infraction— non-respect d'obligations 15
Defence	(2) No person who establishes that they exercised all due diligence to prevent the commission of an offence under subsection (1) may be convicted of that offence.	(2) Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction au paragraphe (1), s'il établit qu'il a pris toutes les précautions voulues pour la prévenir.	Disculpation 20
Offence to disclose certain information	<b>50.3</b> Every person who contravenes subsection 45.45(1) or section 45.46 is guilty of (a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term of not more than five years; or (b) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.	<b>50.3</b> Quiconque contrevient au paragraphe 45.45(1) ou à l'article 45.46 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité : a) par mise en accusation, un emprisonnement maximal de cinq ans; b) par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.	Infraction— fourniture de renseignements 25 30
Punishment	<b>51.</b> Every person who is convicted of an offence under this Part, <u>except under sections 50 to 50.3</u> , is liable to a fine of not more than \$500 or to imprisonment for a term of not more than six months or to both.	<b>51.</b> Quiconque est déclaré coupable d'une des infractions visées dans la présente partie, <u>à l'exception des infractions visées aux articles 50 à 50.3</u> , encourt une amende maximale de cinq cent dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.	Peine 35
Limitation period	<b>52.</b> <u>Summary conviction proceedings</u> in respect of an offence under this Part may be instituted at any time within but not later than two years after the time when the subject matter of the proceedings arose.	<b>52.</b> Les poursuites <u>par procédure sommaire</u> des infractions tombant sous le coup de la présente partie se prescrivent par deux ans à compter de leur perpétration.	Prescription 40
	<b>12. (1) The English version of the Act is amended by replacing “Chairman” and “Vice-Chairman” with “Chair” and “Vice-chair”, respectively, in the following provisions:</b>	<b>12. (1) Dans les passages ci-après de la version anglaise de la même loi, « Chairman » et « Vice-Chairman » sont respectivement remplacés par « Chair » et « Vice-chair » :</b>	45

- (a) subsections 25(1) and (2);
- (b) section 26;
- (c) subsection 28(2);
- (d) section 30;
- (e) subsection 31(6);
- (f) subsection 33(3);
- (g) section 34;
- (h) subsection 45.15(4);
- (i) subsections 45.16(1) and (5);
- (j) subsection 45.25(3);
- (k) subsection 45.26(1) and (4); and
- (l) subsection 47.2(2).

(2) The English version of the Act is amended by replacing “chairman” with “chair” wherever it occurs in the following provisions:

- (a) subsection 44(6);
- (b) subsection 45.1(4);
- (c) subsection 45.11(3); and
- (d) subsection 45.2(5).

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

ACCESS TO INFORMATION ACT

13. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by striking out the following under the heading “OTHER GOVERNMENT INSTITUTIONS”:

Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission  
*Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada*

14. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “OTHER GOVERNMENT INSTITUTIONS”:

Royal Canadian Mounted Police Review and Complaints Commission  
*Commission d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada*

- a) les paragraphes 25(1) et (2);
- b) l'article 26;
- c) le paragraphe 28(2);
- d) l'article 30;
- e) le paragraphe 31(6);
- f) le paragraphe 33(3);
- g) l'article 34;
- h) le paragraphe 45.15(4);
- i) les paragraphes 45.16(1) et (5);
- j) le paragraphe 45.25(3);
- k) les paragraphes 45.26(1) et (4);
- l) le paragraphe 47.2(2).

(2) Dans les passages ci-après de la version anglaise de la même loi, « chairman » est remplacé par « chair » :

- a) le paragraphe 44(6);
- b) le paragraphe 45.1(4);
- c) le paragraphe 45.11(3);
- d) le paragraphe 45.2(5).

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

13. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « AUTRES INSTITUTIONS FÉDÉRALES », de ce qui suit :

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada  
*Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission*

14. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « AUTRES INSTITUTIONS FÉDÉRALES », de ce qui suit :

Commission d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada  
*Royal Canadian Mounted Police Review and Complaints Commission*

R.S., c. A-1

L.R., ch. A-1

R.S., c. 8 (2nd Supp.), s. 26

L.R., ch. 8 (2<sup>e</sup> suppl.), art. 26

**15. Schedule II to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to**

Royal Canadian Mounted Police Act  
*Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*

**and a corresponding reference to “subsection 45.45(1)”.**

R.S., c. C-5

## CANADA EVIDENCE ACT

**16. The schedule to the *Canada Evidence Act* is amended by adding the following after item 20:**

20.1 The Royal Canadian Mounted Police Review and Complaints Commission, for the purposes of sections 45.34 and 45.35 and Part VII of the *Royal Canadian Mounted Police Act*, but only in relation to information that is under the control, or in the possession, of the Royal Canadian Mounted Police.

R.S., c. F-11

## FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

1992, c. 1, s. 72;  
2005, c. 10,  
par. 34(1)(m)

**17. Schedule I.1 to the *Financial Administration Act* is amended by striking out the reference in column I to**

Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission  
*Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada*

**and the corresponding reference in column II to the “Minister of Public Safety and Emergency Preparedness”.**

**18. Schedule I.1 to the Act is amended by adding the following in alphabetical order in column I:**

Royal Canadian Mounted Police Review and Complaints Commission  
*Commission d’examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada*

**and a corresponding reference in column II to the “Minister of Public Safety and Emergency Preparedness”.**

**15. L’annexe II de la même loi est modifiée par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :**

Loi sur la Gendarmerie royale du Canada  
*Royal Canadian Mounted Police Act*

**ainsi que de la mention « paragraphe 45.45(1) » en regard de ce titre de loi.**

5

## LOI SUR LA PREUVE AU CANADA

L.R., ch. C-5

**16. L’annexe de la *Loi sur la preuve au Canada* est modifiée par adjonction, après l’article 20, de ce qui suit :**

20.1 La Commission d’examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada, pour les examens visés aux articles 45.34 et 45.35 et l’application de la partie VII de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*, mais seulement pour les renseignements qui relèvent de la Gendarmerie royale du Canada ou qui sont en sa possession.

10

20

## LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

L.R., ch. F-11

**17. L’annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par suppression, dans la colonne I, de ce qui suit :**

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada  
*Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission*

**ainsi que de la mention « Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile », dans la colonne II, en regard de ce secteur.**

25

30

**18. L’annexe I.1 de la même loi est modifiée par adjonction, dans la colonne I, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :**

Commission d’examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada  
*Royal Canadian Mounted Police Review and Complaints Commission*

**ainsi que de la mention « Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile », dans la colonne II, en regard de ce secteur.**

35

2003, c. 22, s. 11

**19. Schedule IV to the Act is amended by striking out the following:**

Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission  
*Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada*

**20. Schedule IV to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:**

Royal Canadian Mounted Police Review and Complaints Commission  
*Commission d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada*

**21. Part III of Schedule VI to the English version of the Act is amended by striking out the reference in column II to "Committee Chairman" and substituting a reference to "Committee Chair".**

2006, c. 9, s. 270

**22. Part III of Schedule VI to the Act is amended by striking out the reference in column I to**

Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission  
*Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada*

**and the corresponding reference in column II to the "Commission Chairman".**

**23. Part III of Schedule VI to the Act is amended by adding the following in alphabetical order in column I:**

Royal Canadian Mounted Police Review and Complaints Commission  
*Commission d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada*

**and a corresponding reference in column II to the "Chair".**

**19. L'annexe IV de la même loi est modifiée par suppression de ce qui suit :**

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada  
*Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission*

**20. L'annexe IV de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :**

Commission d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada  
*Royal Canadian Mounted Police Review and Complaints Commission*

**21. Dans la partie III de l'annexe VI de la version anglaise de la même loi, « Committee Chairman » est remplacé par « Committee Chair », dans la colonne II.**

**22. La partie III de l'annexe VI de la même loi est modifiée par suppression, dans la colonne I, de ce qui suit :**

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada  
*Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission*

**ainsi que de la mention « Président de la Commission », dans la colonne II, en regard de ce ministère.**

**23. La partie III de l'annexe VI de la même loi est modifiée par adjonction, dans la colonne I, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :**

Commission d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada  
*Royal Canadian Mounted Police Review and Complaints Commission*

**ainsi que de la mention « Président », dans la colonne II, en regard de ce ministère.**

2003, ch. 22, art. 11

2006, ch. 9, art. 270

R.S., c. P-21

## PRIVACY ACT

LOI SUR LA PROTECTION DES  
RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

L.R., ch. P-21

R.S., c. 8  
(2nd Supp.),  
s. 27

**24. The schedule to the *Privacy Act* is amended by striking out the following under the heading “OTHER GOVERNMENT INSTITUTIONS”:**

Royal Canadian Mounted Police Public Com- 5  
plaints Commission  
*Commission des plaintes du public contre la  
Gendarmerie royale du Canada*

**25. The schedule to the Act is amended by adding the following in alphabetical order 10 under the heading “OTHER GOVERNMENT INSTITUTIONS”:**

Royal Canadian Mounted Police Review and  
Complaints Commission  
*Commission d’examen et de traitement des 15  
plaintes relatives à la Gendarmerie royale  
du Canada*

**24. L’annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par suppression, sous l’intertitre « AUTRES INSTITUTIONS FÉDÉRALES », de ce qui suit :**

5 Commission des plaintes du public contre la  
Gendarmerie royale du Canada  
*Royal Canadian Mounted Police Public  
Complaints Commission*

**25. L’annexe de la même loi est modifiée 10 par adjonction, selon l’ordre alphabétique, sous l’intertitre « AUTRES INSTITUTIONS FÉDÉRALES », de ce qui suit :**

Commission d’examen et de traitement des  
plaintes relatives à la Gendarmerie royale du 15  
Canada  
*Royal Canadian Mounted Police Review and  
Complaints Commission*

1991, c. 30

## PUBLIC SECTOR COMPENSATION ACT

LOI SUR LA RÉMUNÉRATION DU SECTEUR  
PUBLIC

1991, ch. 30

**26. Schedule I to the *Public Sector Compensation Act* is amended by striking out the following under the heading “OTHER PORTIONS OF THE PUBLIC SERVICE”:** 20

Royal Canadian Mounted Police Public Com-  
plaints Commission  
*Commission des plaintes du public contre la  
Gendarmerie royale du Canada* 25

**27. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “OTHER PORTIONS OF THE PUBLIC SERVICE”:**

Royal Canadian Mounted Police Review and 30  
Complaints Commission  
*Commission d’examen et de traitement des  
plaintes relatives à la Gendarmerie royale  
du Canada*

**26. L’annexe I de la *Loi sur la rémunération du secteur public* est modifiée par suppression, sous l’intertitre « ADMINISTRATIONS FÉDÉRALES », de ce qui suit :**

Commission des plaintes du public contre la  
Gendarmerie royale du Canada  
*Royal Canadian Mounted Police Public 25  
Complaints Commission*

**27. L’annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l’ordre alphabétique, sous l’intertitre « ADMINISTRATIONS FÉDÉRALES », de ce qui suit :** 30

Commission d’examen et de traitement des  
plaintes relatives à la Gendarmerie royale du  
Canada  
*Royal Canadian Mounted Police Review and  
Complaints Commission* 35

R.S., c. O-5

## SECURITY OF INFORMATION ACT

LOI SUR LA PROTECTION DE  
L’INFORMATION

L.R., ch. O-5

**28. The schedule to the *Security of In-* 35  
*formation Act* is amended by adding the following in alphabetical order:**

**28. L’annexe de la *Loi sur la protection de l’information* est modifiée par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :**

Royal Canadian Mounted Police Review and Complaints Commission  
*Commission d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada*

5

Commission d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada  
*Royal Canadian Mounted Police Review and Complaints Commission*

5

**TRANSITIONAL PROVISIONS**

**DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

Definitions

**29. (1) The following definitions apply in this section.**

**29. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.**

Définitions

“former commission”  
 « ancienne commission »

“former commission” means the Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission established by subsection 45.29(1) of the *Royal Canadian Mounted Police Act*, as it read immediately before the coming into force of section 7.

« ancienne commission » La Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada constituée aux termes du paragraphe 45.29(1) de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 7.

« ancienne commission »  
 “former commission”

“new commission”  
 « nouvelle commission »

“new commission” means the Royal Canadian Mounted Police Review and Complaints Commission established by subsection 45.29(1) of the *Royal Canadian Mounted Police Act*, as enacted by section 7.

« nouvelle commission » La Commission d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada constituée aux termes du paragraphe 45.29(1) de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*, édicté par l'article 7.

« nouvelle commission »  
 “new commission”

Members of former commission

**(2) All persons who hold office as Chairman, Vice-Chairman or member of the former commission immediately before the coming into force of section 7 cease to hold office on the day on which that section comes into force.**

**(2) Les personnes qui occupent les postes de président, de vice-président et de membre de l'ancienne commission à l'entrée en vigueur de l'article 7 cessent d'occuper ces postes à la date de cette entrée en vigueur.**

Membres de l'ancienne commission

Employees

**(3) Nothing in this Act is to be construed as affecting the status of an employee who, immediately before the coming into force of this section, occupied a position in the former commission, except that the employee shall, on the coming into force of this section, occupy his or her position in the new commission.**

**(3) La présente loi ne change rien à la situation des fonctionnaires qui, à l'entrée en vigueur du présent article, occupaient un poste à l'ancienne commission, à cette différence près que, à compter de cette date, ils l'occupent à la nouvelle commission.**

Personnel

Definition of “employee”

**(4) In subsection (3), “employee” has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Public Service Employment Act*.**

**(4) Au paragraphe (3), « fonctionnaire » s'entend au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.**

Définition de « fonctionnaire »

Transfer of appropriations

**(5) Any amount appropriated, for the fiscal year in which this section comes into force, by an appropriation Act based on the Estimates for that year for defraying the charges and expenses of the former commission that, on the day on which this section comes into force, is unexpended is deemed,**

**(5) Les sommes affectées — mais non engagées — pour l'exercice en cours à la date d'entrée en vigueur du présent article par toute loi de crédits consécutive aux prévisions budgétaires de cet exercice, aux frais et dépenses à l'égard de l'ancienne commission sont réputées être affectées aux frais et dépenses de celle-ci à l'égard de la nouvelle commission.**

Transfert de crédits

on that day, to be an amount appropriated for defraying the charges and expenses of the new commission.

Rights and obligations transferred

(6) All rights and property held by or in the name of or in trust for the former Commission and all obligations and liabilities of the former Commission are deemed to be rights, property, obligations and liabilities of the new Commission.

(6) Les droits et biens de l'ancienne commission, ceux qui sont détenus en son nom ou en fiducie pour elle, ainsi que ses obligations et engagements, sont réputés être ceux de la nouvelle commission.

Transfert des droits et obligations

5

References

(7) Every reference to the former Commission in a deed, contract or other document executed by the former Commission in its own name is to be read as a reference to the new Commission, unless the context requires otherwise.

(7) Sauf indication contraire du contexte, dans tous les contrats, actes et documents signés par l'ancienne commission sous son nom, la mention de celle-ci vaut mention de la nouvelle commission.

Renvois

10

15

Continuation of proceedings

(8) Any action, suit or other legal or administrative proceeding to which the former commission is a party that is pending on the coming into force of this section may be continued by or against the new commission in a similar manner and to the same extent as it would have been continued by or against the former commission.

(8) La nouvelle commission succède, au même titre et dans les mêmes conditions, à l'ancienne commission comme partie aux procédures judiciaires ou administratives en cours à l'entrée en vigueur du présent article et auxquelles celle-ci est partie.

Procédures en cours

15

#### COMING INTO FORCE

#### ENTRÉE EN VIGUEUR

Order in council

30. (1) Subject to subsection (2), the provisions of this Act come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

30. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Décret

20

Sections 7 and 13 to 29

(2) Sections 7 and 13 to 29 come into force on a day fixed by order of the Governor in Council.

(2) Les articles 7 et 13 à 29 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

Articles 7 et 13 à 29

30

**MAIL  POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

**Letter mail**

**Poste-lettre**

**1782711**

**Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:*

Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5

*En case de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

---

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

[publications@pwgsc.gc.ca](mailto:publications@pwgsc.gc.ca)

<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

[publications@tpsgc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc.gc.ca)

<http://publications.gc.ca>